

Rapport de gestion

Le présent rapport de gestion a pour objet de décrire notre performance et de fournir de l'information sur notre situation financière et nos perspectives d'avenir, telles que la direction les perçoit. Nous recommandons au lecteur de le lire en parallèle avec nos états financiers consolidés intermédiaires du trimestre clos le 31 mars 2023 ainsi qu'avec nos états financiers consolidés et notre rapport de gestion annuels de 2022, puisqu'il vise à les compléter. Il contient des énoncés prospectifs qui comportent des risques et des incertitudes pouvant faire en sorte que nos résultats réels diffèrent de manière importante des résultats annoncés dans les énoncés prospectifs. Les énoncés prospectifs portent notamment sur nos perspectives pour 2023, sur les énoncés au sujet de notre opération de remboursement de capital de 2,2 G\$ et sur nos attentes à l'égard de la conjoncture économique en général et des tendances du marché et de leur incidence prévue sur nos secteurs d'activité. Pour obtenir de l'information supplémentaire au sujet des énoncés prospectifs, des principales hypothèses et des risques importants qu'ils comportent, veuillez vous reporter aux rubriques du présent rapport de gestion intitulées « Perspectives » et « Renseignements supplémentaires – Mise en garde concernant les facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur les résultats futurs ». Le présent rapport de gestion est en date du 1^{er} mai 2023.

Le présent rapport de gestion contient les principales rubriques suivantes :

• Résumé – Un aperçu de nos activités et des faits saillants financiers	3
• Résultats d'exploitation – Une comparaison entre les résultats de la période écoulée et ceux de la période correspondante de l'exercice précédent	4
• Participation dans LSEG – Une analyse de notre participation actuelle dans LSEG	12
• Situation de trésorerie et sources de financement – Une analyse de nos flux de trésorerie et de notre dette	13
• Perspectives – Nos perspectives financières, y compris les principales hypothèses et les risques importants.....	18
• Transactions entre parties liées – Une analyse des transactions avec The Woodbridge Company Limited (« Woodbridge »), actionnaire majoritaire et contrôlant, et avec d'autres parties liées.	20
• Événements postérieurs à la date de clôture – Une analyse des événements importants qui se sont produits après le 31 mars 2023 et jusqu'à la date du présent rapport de gestion.....	20
• Changements touchant les méthodes comptables – Une analyse des changements apportés à nos méthodes comptables.....	21
• Estimations comptables et jugements critiques – Une analyse des estimations et des jugements critiques formulés par notre direction pour l'application des méthodes comptables.....	21
• Renseignements supplémentaires – D'autres informations obligatoires à fournir	21
• Annexes – Des informations supplémentaires	23

Sauf indication contraire ou à moins que le contexte ne l'indique autrement, les termes « nous », « nos », « notre », la « société » et « Thomson Reuters » font référence à Thomson Reuters Corporation et à ses filiales.

Base de présentation

Nous dressons nos états financiers consolidés en dollars américains conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS »), telles qu'elles ont été publiées par l'International Accounting Standards Board (« IASB »).

Hormis le résultat par action, nous présentons nos résultats en millions de dollars américains, mais nous calculons les variations en pourcentage et les marges au dollar près pour plus de précision. En conséquence, les pourcentages et les marges calculés à partir des montants comptabilisés pourraient différer de ceux qui sont présentés, et certains totaux pourraient ne pas être exacts en raison de l'arrondissement des chiffres.

Mesures financières non conformes aux IFRS

Dans le présent rapport de gestion, nous analysons nos résultats sur une base conforme aux IFRS et sur une base non conforme aux IFRS. Nous utilisons des mesures financières non conformes aux IFRS, notamment des ratios qui tiennent compte d'une ou de plusieurs mesures financières non conformes aux IFRS, à titre d'indicateurs supplémentaires de notre performance d'exploitation et de notre situation financière, de même qu'à des fins de planification interne, et dans le cadre de nos programmes de rémunération incitative de la direction et de l'établissement de nos perspectives commerciales. Nous sommes d'avis que ces mesures financières non conformes aux IFRS permettent une meilleure analyse de notre rendement. Les mesures non conformes aux IFRS n'ont pas de signification normalisée prescrite par les IFRS; elles sont donc difficilement comparables aux mesures similaires présentées par d'autres émetteurs et ne devraient donc pas être considérées comme un substitut aux mesures du rendement financier calculé selon les IFRS.

Il y a lieu de se reporter à l'annexe A du présent rapport de gestion pour obtenir une description des mesures financières non conformes aux IFRS que nous utilisons et des raisons pour lesquelles, à notre avis, ces mesures sont utiles à l'évaluation de notre performance. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Situation de trésorerie et sources de financement » ainsi qu'à l'annexe B du présent rapport de gestion pour des rapprochements de ces mesures financières non conformes aux IFRS et des mesures financières conformes aux IFRS les plus directement comparables.

Glossaire – Termes clés

Sauf indication contraire, les termes suivants utilisés dans le présent rapport de gestion ont la signification qui leur est attribuée ci-après :

Terme	Définition
3 grands secteurs	Nos secteurs regroupés Professionnels du droit, Grandes sociétés, et Fiscalité et comptabilité
consortium de Blackstone	The Blackstone Group et ses filiales ainsi que les fonds de capital-investissement affiliés à Blackstone
pb	Points de base – un point de base correspond à 1/100 ^e de 1 %; 100 pb équivalent à 1 %
programme de transformation	Initiative sur deux ans, achevée en décembre 2022, qui visait à transformer notre société de portefeuille en une société d'exploitation, et à la faire passer de fournisseur de contenu à société technologique axée sur le contenu
devises constantes	Mesure non conforme aux IFRS établie en appliquant les mêmes taux de change aux résultats financiers de la période considérée et de la période correspondante de l'exercice précédent
COVID-19	Nouvelle souche de coronavirus qui a été qualifiée de pandémie par l'Organisation mondiale de la Santé en mars 2020
RPA	Résultat par action
LSEG	London Stock Exchange Group plc
s. o.	Sans objet
n. s.	Non significatif
croissance interne	Mesure non conforme aux IFRS reflétant les variations des produits des activités ordinaires issus de nos activités actuelles, en devises constantes. Elle exclut la distorsion liée aux acquisitions et aux cessions d'entreprises attribuable au fait que nous n'étions pas les propriétaires de l'entreprise au cours des deux périodes comparatives.
Refinitiv	Notre ancien secteur Activités financières et risque, qui est maintenant l'entreprise de services de données et d'analyse de LSEG. Nous détenions une participation de 45 % dans Refinitiv entre le 1 ^{er} octobre 2018 et le 29 janvier 2021.
YPL	York Parent Limited, l'entité détenant les actions de LSEG, détenue conjointement par notre société et le consortium de Blackstone. Un groupe composé de membres actuels de LSEG et d'anciens membres de la haute direction de Refinitiv détient également une participation dans YPL. Toute référence à YPL comprend aussi ses filiales. Jusqu'au 29 janvier 2021, date de la vente de Refinitiv à LSEG, YPL était connue sous la dénomination Refinitiv Holdings Limited.
\$ et \$ US	Dollars américains

Résumé

La société

Thomson Reuters (NYSE / TSX : TRI) oriente la voie de l'avenir en réunissant le contenu et la technologie de confiance dont les gens et les organisations ont besoin pour prendre les bonnes décisions. Nous servons des professionnels dans les domaines du droit, de la fiscalité, de la comptabilité, de la conformité, du gouvernement et des médias. Nos produits regroupent des logiciels et des connaissances hautement spécialisés pour fournir aux professionnels les données, les renseignements et les solutions leur permettant de prendre des décisions éclairées et pour aider les institutions dans leur quête de justice, de vérité et de transparence. Reuters, qui fait partie de Thomson Reuters, est le chef de file mondial du journalisme et de l'information de confiance. Pour de plus amples renseignements, consulter tr.com.

Nous réalisons la plus grande partie de notre chiffre d'affaires en vendant de l'information et des solutions logicielles à nos clients, principalement au moyen d'abonnements. Nos solutions conjuguent nos connaissances approfondies du domaine avec des logiciels et des outils d'automatisation de pointe. Nous croyons que nos solutions de gestion des flux de travaux rendent nos clients plus productifs en simplifiant leur exploitation, ce qui leur permet de se concentrer sur des activités de plus grande valeur. Un grand nombre de nos clients ont intégré nos solutions dans leur flux de travaux, ce qui nous permet d'enregistrer un taux de fidélisation élevé. Nous sommes d'avis que beaucoup de clients font confiance à Thomson Reuters en raison de notre feuille de route de fiabilité, de notre compréhension approfondie de leurs activités et de leurs secteurs d'activité, et du fait que nous leur fournissons des services sur lesquels ils peuvent compter pour naviguer dans un monde numérique de plus en plus complexe et en constante évolution. Au fil des ans, notre modèle d'entreprise nous a permis d'utiliser judicieusement notre capital, de générer de la trésorerie, de conserver notre position de leader et de tirer parti de nos possibilités de croissance sur nos segments de marché de prédilection.

Nous comptons cinq secteurs à présenter qui rendent compte de la façon dont les entreprises sont gérées.



Professionnels du droit

Ce secteur propose des services de recherche et des produits de gestion des flux de travaux aux cabinets d'avocats et aux autorités gouvernementales. Son offre est axée sur des services de recherche juridique conviviaux propulsés par des technologies de pointe et des solutions intégrées de gestion des processus juridiques alliant contenu, outils et analyses.



Grandes sociétés

Ce secteur propose aux entreprises clientes, tant des petites entreprises que des organisations multinationales, dont les sept plus grands cabinets d'experts-comptables du monde, la gamme complète des solutions technologiques de contenu que nous offrons à l'intention de leurs professionnels du droit, de la fiscalité, de la réglementation, de la conformité et des TI à l'interne.



Fiscalité et comptabilité

Ce secteur propose aux professionnels en fiscalité, en comptabilité et en audit des cabinets d'experts-comptables (autres que les sept plus grands cabinets du monde, qui sont servis par notre secteur Grandes sociétés) des outils de recherche et des produits de gestion des flux de travaux axés sur des solutions fiscales conviviales et des solutions de gestion automatisée des processus fiscaux.



Reuters News

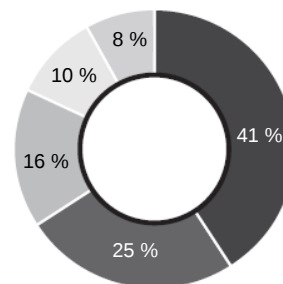
Ce secteur fournit des services de nouvelles économiques, financières et internationales aux groupes de médias, aux professionnels et aux consommateurs du monde entier par l'intermédiaire de l'agence de presse Reuters, de Reuters.com, de Reuters Events, des produits de Thomson Reuters et aux professionnels des marchés financiers exclusivement par le truchement des produits de LSEG.



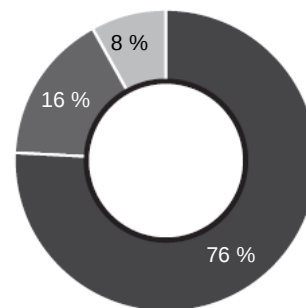
Publications mondiales

Ce secteur fournit des renseignements juridiques et fiscaux, essentiellement sous forme imprimée, à ses clients du monde entier.

Produits des activités ordinaires
du premier trimestre de 2023



- Professionnels du droit (41 %)
- Grandes sociétés (25 %)
- Fiscalité et comptabilité (16 %)
- Reuters News (10 %)
- Publications mondiales (8 %)



- Récurrents (76 %)
- Transactions (16 %)
- Publications mondiales (8 %)

Nous désignons nos secteurs Professionnels du droit, Grandes sociétés et Fiscalité et comptabilité pris collectivement comme nos « 3 grands secteurs ».

Nos secteurs d'activité sont soutenus par le siège social, qui assure la gestion de nos activités commerciales et technologiques, notamment celles visant nos capacités de vente, l'expérience client numérique et l'élaboration de produits et de contenus, ainsi que nos installations à l'échelle mondiale. Les coûts liés à ces activités sont imputés à nos secteurs d'activité. De plus, nous assurons la gestion centralisée de diverses fonctions telles que les finances, le contentieux et les ressources humaines et, en 2022, notre programme de transformation. Les coûts liés à ces activités sont comptabilisés dans les charges liées au siège social.

Faits saillants financiers

Au cours du premier trimestre de 2023, nous avons poursuivi notre lancée dans de nombreux secteurs d'activité, et nous avons atteint ou légèrement dépassé nos attentes en matière de croissance interne des produits des activités ordinaires et de marge du BAIIA ajusté. Nos produits des activités ordinaires ont augmenté de 4 % comparativement au premier trimestre de 2022, mais ont subi le contrecoup des taux de change et de la perte de produits tirés des entreprises que nous avons vendues en 2022. La croissance interne des produits des activités ordinaires a progressé de 6 % au premier trimestre, ce qui rend compte de la solide croissance des produits récurrents et des produits tirés des transactions de nos 3 grands secteurs.

Notre capacité d'accès à des capitaux et notre liquidité demeurent un atout important. Au premier trimestre, nous avons réalisé un programme de rachat d'actions de 2 G\$ avec le rachat d'un montant de 718 M\$ de nos actions. Nous avons conclu l'acquisition de SurePrep en contrepartie de 500 M\$ et nous avons vendu 24,5 millions de nos actions de LSEG pour un produit brut de 2,3 G\$. Le 4 avril 2023, nous avons annoncé que nous avions mis au point un plan prévoyant de rembourser aux actionnaires un montant d'environ 2,2 G\$ de ce produit par le truchement d'une opération de remboursement de capital. Nous prévoyons conclure cette opération, qui est assujettie à l'approbation des actionnaires et des tribunaux, d'ici la fin de juin 2023. Se reporter à la rubrique « Situation de trésorerie et sources de financement » du présent rapport de gestion pour obtenir plus d'informations à ce sujet.

Le 4 avril 2023, nous avons annoncé la signature d'une entente définitive pour la vente d'une participation majoritaire dans l'entreprise Elite, un fournisseur de solutions de services financiers et de gestion des pratiques aux cabinets d'avocats dans le cadre d'une opération qui valorise l'entreprise à environ 500 M\$. Nous conserverons une participation minoritaire de 19,9 % dans l'entreprise. La vente devrait avoir lieu au deuxième trimestre de 2023, à la suite de l'obtention des approbations d'ordre réglementaire et du respect des autres conditions usuelles de clôture. Se reporter à la rubrique « Événements postérieurs à la date de clôture » du présent rapport de gestion pour obtenir un complément d'information.

La conjoncture macroéconomique demeure très incertaine dans un contexte de hausse des taux d'intérêt, d'inflation élevée et de risques géopolitiques persistants. Nous suivons nos ventes de près, alors que nous continuons de composer avec un allongement du cycle de vente. Compte tenu de l'élan continu de nos activités, nous maintenons nos perspectives pour l'ensemble de l'exercice 2023, exception faite de l'actualisation de la croissance totale des produits des activités ordinaires pour la société et nos 3 grands secteurs pour rendre compte de la vente en cours de notre participation majoritaire dans Elite.

Résultats d'exploitation

Nos produits des activités ordinaires et notre bénéfice d'exploitation consolidés sont habituellement peu touchés par le caractère saisonnier des activités puisque nous comptabilisons une part importante de nos produits des activités ordinaires de façon graduelle sur la durée des contrats et que nous engageons habituellement nos coûts uniformément tout au long de l'exercice. Néanmoins, nos produits des activités ordinaires d'un trimestre à l'autre peuvent être touchés par le lancement de certains produits fiscaux, qui sont habituellement plus concentrés au quatrième trimestre et, dans une moindre mesure, au premier trimestre de l'exercice. Le calendrier des coûts liés au programme de transformation a influé sur le caractère saisonnier de nos charges et de notre bénéfice d'exploitation en 2022.

La rubrique ci-après fait état de mesures non conformes aux IFRS dans les cas indiqués. Se reporter aux annexes A et B du présent rapport de gestion pour des renseignements supplémentaires et des rapprochements de nos mesures financières non conformes aux IFRS et des mesures financières conformes aux IFRS les plus directement comparables.

Résultats consolidés

(en millions de dollars américains, sauf les montants par action et les marges)	Trimestres clos les 31 mars			
	2023	2022	Variation	
			Total	Devises constantes
Mesures financières conformes aux IFRS				
Produits des activités ordinaires	1 738	1 674	4 %	
Bénéfice d'exploitation	508	414	23 %	
Résultat dilué par action	1,59 \$	2,06 \$	(23) %	
Mesures financières non conformes aux IFRS				
Produits des activités ordinaires	1 738	1 674	4 %	5 %
<i>Croissance interne des produits des activités ordinaires</i>				6 %
BAIIA ajusté	677	600	13 %	13 %
Marge du BAIIA ajusté	38,8 %	35,8 %	300 pb	230 pb
BAIIA ajusté diminué des dépenses d'investissement à payer	556	478	16 %	
Marge du BAIIA ajusté diminué des dépenses d'investissement à payer	31,8 %	28,6 %	320 pb	
Résultat ajusté par action	0,82 \$	0,66 \$	24 %	24 %
3 grands secteurs				
Produits des activités ordinaires	1 431	1 362	5 %	6 %
<i>Croissance interne des produits des activités ordinaires</i>				7 %
BAIIA ajusté	621	584	6 %	7 %
Marge du BAIIA ajusté	43,1 %	42,9 %	20 pb	(20) pb

Produits des activités ordinaires

(en millions de dollars américains)	Trimestres clos les 31 mars				
	2023	2022	Total	Variation	
				Devises constantes	Croissance interne
Produits récurrents	1 326	1 300	2 %	3 %	6 %
Produits tirés des transactions	274	232	18 %	20 %	11 %
Produits du secteur Publications mondiales	138	142	(3) %	(1) %	-
Produits des activités ordinaires	1 738	1 674	4 %	5 %	6 %

Les produits des activités ordinaires ont augmenté de 4 % au total, sous l'effet de la croissance affichée par nos 3 grands secteurs. Les mouvements du change ont eu un effet défavorable de 1 % sur la croissance des produits des activités ordinaires. Les cessions qui ont eu lieu en 2022 ont eu un effet défavorable sur le taux de croissance total des produits récurrents, tandis que l'acquisition de SurePrep en janvier 2023 a contribué à l'augmentation du taux de croissance total des produits tirés des transactions. Le total des produits des activités ordinaires a affiché une croissance interne de 6 %, en raison de la hausse de 6 % des produits récurrents (76 % du total des produits des activités ordinaires) et de l'augmentation de 11 % des produits tirés des transactions. La croissance interne des produits tirés du secteur Publications mondiales est demeurée stable.

Les produits des activités ordinaires des 3 grands secteurs (82 % du total des produits des activités ordinaires) ont augmenté de 5 % au total. Les mouvements du change ont eu un effet défavorable de 1 % sur la croissance des produits des activités ordinaires. La croissance interne des produits des activités ordinaires s'est établie à 7 %, nos 3 grands secteurs affichant une croissance d'au moins 6 % pour un huitième trimestre consécutif. La croissance interne des produits des activités ordinaires est attribuable à la hausse de 6 % des produits récurrents et à l'augmentation de 12 % des produits tirés des transactions.

Les mouvements du change ont eu un effet défavorable sur la croissance des produits des activités ordinaires compte tenu du raffermissement du dollar américain par rapport à la plupart des grandes devises, notamment la livre sterling, le dollar canadien et le peso argentin, comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent.

Bénéfice d'exploitation, BAIIA ajusté et BAIIA ajusté diminué des dépenses d'investissement à payer

Le bénéfice d'exploitation a augmenté de 23 %, du fait surtout de l'accroissement des produits des activités ordinaires. La légère baisse des coûts rend compte des taux de change favorables. Le bénéfice d'exploitation tient compte également du profit à la vente d'une filiale à une société affiliée à Woodbridge, le principal actionnaire de la société (se reporter à la rubrique « Transactions entre parties liées » du présent rapport de gestion pour un complément d'information).

Le BAIIA ajusté, qui ne tient pas compte du profit à la vente de la filiale susmentionnée et d'autres ajustements, s'est accru de 13 % en raison de la hausse des produits des activités ordinaires et de la légère baisse des coûts. La marge connexe a augmenté pour passer de 35,8 % à la période correspondante de l'exercice précédent à 38,8 %, dont 70 pb sont attribuables à l'effet du change.

Le BAIIA ajusté diminué des dépenses d'investissement à payer et la marge connexe ont progressé du fait de la hausse du BAIIA ajusté et de la légère baisse des dépenses d'investissement à payer.

Charges d'exploitation

(en millions de dollars américains)	Trimestres clos les 31 mars			
	2023	2022	Variation	
			Total	Devises constantes
Charges d'exploitation	1 074	1 081	(1) %	2 %
Déduire : ajustements de juste valeur¹⁾	(4)	(7)		
Charges d'exploitation, compte non tenu des ajustements de juste valeur	1 070	1 074	-	2 %

- 1) Les ajustements de juste valeur représentent essentiellement les profits et pertes attribuables aux variations des cours de change sur les soldes intragroupe survenant dans le cours normal des activités.

En raison du raffermissement du dollar américain par rapport à la plupart des principales devises, les charges d'exploitation, compte non tenu des ajustements de juste valeur, ont diminué légèrement comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent. Les charges d'exploitation, compte non tenu des ajustements de juste valeur, ont augmenté en devises constantes en raison de l'augmentation des charges liées aux produits, à la commercialisation et aux ventes attribuable à la hausse des produits des activités ordinaires et de la hausse des coûts liés à la technologie et aux ressources humaines. Ces hausses ont toutefois été atténués par les économies de coûts ayant découlé de l'achèvement de notre programme de transformation en 2022 ainsi que par la baisse des charges liée aux entreprises vendues en 2022.

Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles

(en millions de dollars américains)	Trimestres clos les 31 mars		
	2023	2022	Variation
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles	30	38	(23) %
Dotation aux amortissements des logiciels	118	114	4 %
Total partiel	148	152	(3) %
Dotation aux amortissements des autres immobilisations incorporelles identifiables	25	26	(4) %

- La dotation aux amortissements des immobilisations corporelles a diminué en raison de l'achèvement de l'amortissement de certains actifs acquis au cours d'exercices antérieurs. La dotation aux amortissements des logiciels a augmenté en raison des charges plus élevées associées aux actifs nouvellement acquis, y compris ceux qui se rapportent à des entreprises récemment acquises.
- La dotation aux amortissements des autres immobilisations incorporelles identifiables a diminué puisque l'achèvement de l'amortissement d'actifs acquis au cours d'exercices antérieurs a plus que contrebalancé les charges associées aux récentes acquisitions.

Autres profits (pertes) d'exploitation, montant net

(en millions de dollars américains)	Trimestres clos les 31 mars	
	2023	2022
Autres profits (pertes) d'exploitation, montant net	17	(1)

Le montant net des autres profits d'exploitation du premier trimestre de 2023 comprenait un profit de 23 M\$ à la vente d'une filiale canadienne en propriété exclusive à une société affiliée à Woodbridge (se reporter à la rubrique « Transactions entre parties liées » du présent rapport de gestion pour un complément d'information). Le montant net des autres pertes d'exploitation a été négligeable pour le premier trimestre de 2022.

Charge d'intérêts, montant net

	Trimestres clos les 31 mars		
(en millions de dollars américains)	2023	2022	Variation
Charge d'intérêts, montant net	55	48	15 %

L'augmentation du montant net de la charge d'intérêts s'explique avant tout par la hausse de la charge d'intérêts liée aux emprunts sous forme de papier commercial et aux obligations au titre des régimes de retraite, qui a plus que contrebalancé l'augmentation des produits d'intérêts. Puisque la presque totalité de nos titres de créance à long terme porte intérêt à taux fixe (après déduction des swaps), le montant net de la charge d'intérêts sur nos emprunts à terme est essentiellement inchangé comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent.

Autres charges (produits) financiers

	Trimestres clos les 31 mars	
(en millions de dollars américains)	2023	2022
Autres charges (produits) financiers	90	(94)

Pour le premier trimestre de 2023, les autres charges financières comprennent des pertes de 69 M\$ attribuables aux contrats de change visant les instruments conçus pour réduire le risque de change sur une partie de notre participation indirecte dans LSEG, qui est libellée en livres sterling, ainsi que le montant net des pertes de change sur les ententes de financement intragroupe. Pour le premier trimestre de 2022, les autres produits financiers comprenaient des profits de 78 M\$ attribuables aux contrats de change et le montant net des profits de change sur les ententes de financement intragroupe.

Quote-part du bénéfice après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence

	Trimestres clos les 31 mars	
(en millions de dollars américains)	2023	2022
YPL	574	799
Autres participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	(4)	(1)
Quote-part du bénéfice après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	570	798

Notre participation dans LSEG est comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence puisque les actions de LSEG sont détenues par l'intermédiaire de YPL, sur laquelle nous exerçons une influence notable. La participation dans les actions de LSEG détenue par YPL est comptabilisée à la juste valeur, en fonction du cours de l'action de LSEG. Le placement dans LSEG étant libellé en livres sterling, la société a conclu une série de contrats de change pour atténuer le risque de change à l'égard de son placement. Se reporter à la rubrique « Participation dans LSEG » du présent rapport de gestion pour un complément d'information sur la vente d'actions de LSEG au premier trimestre de 2023.

Pour le premier trimestre de 2023, notre quote-part du bénéfice après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence reflète essentiellement une hausse de la valeur de notre participation dans LSEG, dont une tranche de 478 M\$ se rapporte à l'accroissement du cours de l'action et une tranche de 159 M\$, à des profits de change. Une perte de 77 M\$ sur un contrat à terme lié à l'entente de vente d'actions de LSEG à Microsoft à un prix fixe a également été comptabilisée.

Pour le premier trimestre de 2022, notre quote-part du bénéfice après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence reflétait une hausse de 1 016 M\$ de la valeur de notre participation dans LSEG en raison de l'accroissement du cours de l'action, annulé en partie par des pertes de change de 217 M\$.

Charge d'impôt

	Trimestres clos les 31 mars	
(en millions de dollars américains)	2023	2022
Charge d'impôt	196	240

Pour le premier trimestre de 2023, la charge d'impôt comprend un montant de 136 M\$ (192 M\$ en 2022) lié à la quote-part nous revenant du bénéfice des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. En outre, la charge d'impôt de chaque période tient compte des taux s'appliquant dans les divers territoires où les bénéfices et les pertes avant impôt sont comptabilisés. Puisque la répartition géographique du bénéfice ou de la perte avant impôt des périodes intermédiaires peut différer de celle pour l'exercice complet, la charge ou le produit d'impôt de ces périodes n'est pas nécessairement représentatif de la charge d'impôt pour l'exercice complet.

Divers ajustements comptables et diverses transactions survenus à chacune des périodes ont influé sur la comparabilité de la charge d'impôt. Le tableau qui suit présente certaines composantes de notre charge d'impôt qui ont une incidence sur la comparabilité d'une période à l'autre, y compris la charge d'impôt au titre d'éléments qui sont éliminés du résultat ajusté :

	Trimestres clos les 31 mars	
(en millions de dollars américains)	2023	2022
Charge (produit) d'impôt		
Éléments fiscaux ayant une incidence sur la comparabilité :		
Lois fiscales et taux d'impôt des sociétés ¹⁾	-	(10)
Ajustements de l'impôt différé ²⁾	-	(34)
Total partiel	-	(44)
Impôt au titre de ce qui suit :		
Dotation aux amortissements des autres immobilisations incorporelles identifiables	(6)	(4)
Quote-part du bénéfice après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	136	192
Autres (charges) produits financiers	(16)	19
Autres éléments	(2)	(1)
Total partiel	112	206
Total	112	162

1) Se compose essentiellement des ajustements des soldes d'impôt différé par suite de modifications des taux d'impôt étatiques effectifs.

2) Se rapporte essentiellement à la comptabilisation d'un actif d'impôt différé au titre d'une augmentation de l'assiette fiscale attribuable à une filiale non américaine et des ajustements requis pour une entreprise qui a été classée comme étant détenue en vue de la vente au cours de la période.

Les éléments susmentionnés ayant une incidence sur la comparabilité de notre charge ou produit d'impôt de chaque période, nous les éliminons de notre calcul du résultat ajusté, tout comme les éléments avant impôt auxquels ils sont liés. Le calcul de notre charge d'impôt ajustée est présenté ci-après :

	Trimestres clos les 31 mars	
(en millions de dollars américains)	2023	2022
Charge d'impôt	196	240
Déduire : éléments susmentionnés ayant une incidence sur la comparabilité	(112)	(162)
Autres ajustements :		
Normalisation du taux d'impôt effectif de la période intermédiaire ¹⁾	(2)	(1)
Total de la charge d'impôt sur le résultat ajusté	82	77

1) Ajustement visant à refléter l'impôt aux taux d'impôt effectifs estimés pour l'ensemble de l'exercice. Le résultat conforme aux IFRS pour les périodes intermédiaires reflète généralement l'impôt établi aux taux d'impôt effectifs estimés de chacun des territoires où nous exerçons nos activités. L'ajustement non conforme aux IFRS permet de mieux répartir l'impôt estimé pour l'ensemble de l'exercice entre les périodes intermédiaires, mais il n'a pas d'effet sur le montant de la charge d'impôt de l'exercice.

Nous nous attendons à ce que, d'ici la fin de 2023, de nouvelles lois fiscales soient adoptées au Canada, lesquelles réduiront notre capacité à déduire la charge d'intérêts de notre résultat au Canada. Nous comptons donc accroître notre bénéfice imposable au Canada, afin d'y appliquer des pertes fiscales reportées en avant. Une fois la nouvelle législation adoptée, nous prévoyons comptabiliser dans notre état consolidé du résultat des pertes fiscales reportées en avant non comptabilisées ainsi que les actifs d'impôt différé correspondants, dont le montant pourrait être important.

Résultats des activités abandonnées

	Trimestres clos les 31 mars	
(en millions de dollars américains)	2023	2022
Bénéfice (perte) lié aux activités abandonnées, déduction faite de l'impôt	19	(11)

Pour les deux périodes, le bénéfice ou la perte lié aux activités abandonnées, déduction faite de l'impôt, se composait essentiellement de bénéfices ou de pertes découlant du solde de créances clients de LSEG relativement à une indemnisation fiscale. Les bénéfices ou les pertes étaient attribuables aux fluctuations des taux de change et d'intérêt.

Bénéfice net et résultat dilué par action

	Trimestres clos les 31 mars			
			Variation	
(en millions de dollars américains, sauf les montants par action)	2023	2022	Total	Devises constantes
Mesures financières conformes aux IFRS				
Bénéfice net	756	1 007	(25) %	
Résultat dilué par action	1,59 \$	2,06 \$	(23) %	
Mesures financières non conformes aux IFRS ¹⁾				
Résultat ajusté	391	322	21 %	
Résultat ajusté par action	0,82 \$	0,66 \$	24 %	24 %

1) Se reporter aux annexes A et B du présent rapport de gestion pour des renseignements supplémentaires et des rapprochements de nos mesures financières non conformes aux IFRS et des mesures financières conformes aux IFRS les plus directement comparables.

Le bénéfice net et le bénéfice dilué par action ont diminué au premier trimestre de 2023 par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent puisque les résultats de la période correspondante de l'exercice précédent rendaient compte d'une augmentation marquée de la valeur de notre participation dans LSEG.

Le bénéfice ajusté et le résultat ajusté par action, dont sont exclues les variations de la valeur de notre participation dans LSEG et d'autres ajustements, a augmenté en raison principalement de la hausse du BAIIA ajusté.

Résultats sectoriels

Le texte qui suit est une analyse de nos cinq secteurs à présenter et des charges liées au siège social pour le trimestre clos le 31 mars 2023. Nous évaluons les produits des activités ordinaires de chaque secteur et des unités au sein de chaque secteur en devises constantes et en ce qui a trait à la croissance interne. Se reporter à l'annexe A du présent rapport de gestion pour obtenir des renseignements supplémentaires.

Professionnels du droit

(en millions de dollars américains, sauf les marges)	Trimestres clos les 31 mars				
	2023	2022	Total	Variation	
				Devises constantes	Croissance interne
Produits récurrents	672	653	3 %	4 %	6 %
Produits tirés des transactions	42	45	(6) %	(5) %	(1) %
Produits des activités ordinaires	714	698	2 %	4 %	5 %
BAIIA ajusté sectoriel	318	305	4 %	4 %	
Marge du BAIIA ajusté sectoriel	44,6 %	43,7 %	90 pb	20 pb	

Les produits des activités ordinaires ont augmenté au total et en devises constantes, mais ils ont subi le contrecoup de la vente de certaines entreprises secondaires en 2022. Ces augmentations sont attribuables à la croissance des produits récurrents (94 % du secteur Professionnels du droit), qui a plus que contrebalancé la diminution des produits tirés des transactions (6 % du secteur Professionnels du droit).

Les produits des activités ordinaires ont aussi affiché une croissance interne en raison de l'accroissement des produits récurrents alimenté par Westlaw, Practival Law et HighQ ainsi que des activités internationales du secteur. Les produits tirés des transactions ont accusé un léger recul de la croissance interne en raison de la diminution des produits des activités ordinaires tirés des services professionnels d'Elite.

Le BAIIA ajusté sectoriel et les marges connexes ont progressé en raison de la hausse des produits des activités ordinaires, qui a plus que compensé l'augmentation des charges, laquelle a été partiellement contrebalancée par les économies de coûts qui ont découlé du programme de transformation. Les mouvements du change ont eu un effet favorable de 70 pb sur la variation d'un exercice à l'autre de la marge du BAIIA ajusté sectoriel.

Grandes sociétés

(en millions de dollars américains, sauf les marges)	Trimestres clos les 31 mars				
	2023	2022	Total	Variation	
				Devises constantes	Croissance interne
Produits récurrents	329	316	4 %	5 %	7 %
Produits tirés des transactions	106	95	11 %	14 %	11 %
Produits des activités ordinaires	435	411	6 %	7 %	8 %
BAIIA ajusté sectoriel	154	157	(2) %	(1) %	
Marge du BAIIA ajusté sectoriel	35,1 %	38,1 %	(300) pb	(300) pb	

Les produits des activités ordinaires ont augmenté au total et en devises constantes, mais ont subi le contrecoup de la vente de certaines entreprises secondaires en 2022. Ces augmentations sont attribuables à la hausse des produits récurrents (76 % du secteur Grandes sociétés) et des produits tirés des transactions (24 % du secteur Grandes sociétés), qui ont profité de l'acquisition de SurePrep.

Les produits des activités ordinaires ont aussi affiché une croissance interne en raison de l'augmentation des produits récurrents alimentée par Practical Law, CLEAR, HighQ et les entreprises en Amérique latine du secteur ainsi que de celle des produits tirés des transactions alimentée par les entreprises Confirmation, SurePrep et Trust.

Le BAIIA ajusté sectoriel et la marge connexe ont accusé un recul en raison de la hausse des produits des activités ordinaires, qui a été plus que contrebalancée par l'augmentation des charges en raison de leur moment inopportun. Les mouvements du change n'ont eu aucune incidence sur la variation de la marge du BAIIA ajusté sectoriel.

Fiscalité et comptabilité

(en millions de dollars américains, sauf les marges)	Trimestres clos les 31 mars				
	2023	2022	Total	Variation	
				Devises constantes	Croissance interne
Produits récurrents	176	182	(3) %	(2) %	6 %
Produits tirés des transactions	106	71	49 %	51 %	19 %
Produits des activités ordinaires	282	253	11 %	13 %	11 %
BAIIA ajusté sectoriel	149	122	22 %	22 %	
Marge du BAIIA ajusté sectoriel	51,4 %	48,3 %	310 pb	270 pb	

Les produits des activités ordinaires ont augmenté au total et en devises constantes sous l'effet de la croissance des produits tirés des transactions (38 % du secteur Fiscalité et comptabilité), ce qui rend compte de l'acquisition de SurePrep. Les produits récurrents (62 % du secteur Fiscalité et comptabilité) ont diminué en raison de la vente de certaines entreprises secondaires dont la clôture a eu lieu en 2022 et des crédits accordés aux clients plus élevés qui ne devraient pas se reproduire.

Les produits des activités ordinaires ont affiché une croissance interne en raison de la hausse des produits récurrents et des produits tirés des transactions. Les entreprises en Amérique latine du secteur ont contribué à l'augmentation des produits récurrents, alors que les entreprises Confirmation et SurePrep sont à l'origine de l'accroissement des produits tirés des transactions.

Le BAIIA ajusté sectoriel et la marge connexe ont progressé en raison de la hausse des produits des activités ordinaires, qui a plus que compensé l'augmentation des charges, laquelle a été partiellement contrebalancée par les économies de coûts qui ont découlé du programme de transformation. Les mouvements du change ont eu un effet favorable de 40 pb sur la variation d'un exercice à l'autre de la marge du BAIIA ajusté sectoriel.

Les activités du secteur Fiscalité et comptabilité affichent davantage de variations saisonnières que nos autres activités, un pourcentage plus élevé de ses produits des activités ordinaires étant habituellement enregistré au quatrième trimestre et, dans une moindre mesure, au premier trimestre, en raison du lancement de certains produits fiscaux. En conséquence, la marge de rendement de ce secteur est généralement plus élevée aux premier et quatrième trimestres puisque nous engageons habituellement les coûts plus uniformément tout au long de l'exercice.

Reuters News

(en millions de dollars américains, sauf les marges)	Trimestres clos les 31 mars				
	2023	2022	Variation		
			Total	Devises constantes	Croissance interne
Produits récurrents	155	155	-	2 %	1 %
Produits tirés des transactions	20	21	(1) %	(3) %	(3) %
Produits des activités ordinaires	175	176	-	1 %	1 %
BAIIA ajusté sectoriel	29	37	(21) %	(29) %	
Marge du BAIIA ajusté sectoriel	16,6 %	21,0 %	(440) pb	(670) pb	

Les produits des activités ordinaires ont diminué au total, mais ils ont augmenté en devises constantes et en ce qui a trait à la croissance interne. Ces hausses rendent compte de l'augmentation des produits des activités ordinaires découlant de l'entente aux termes de laquelle le secteur fournira des nouvelles et du contenu éditorial à l'entreprise de services de données et d'analyse de LSEG, contrebalancée par le recul des produits tirés de la publicité numérique et du calendrier saisonnier peu chargé de l'entreprise Events du secteur.

Reuters News et l'entreprise de services de données et d'analyse de LSEG ont conclu une entente aux termes de laquelle Reuters News fournit des nouvelles et du contenu éditorial à LSEG jusqu'au 1^{er} octobre 2048. Pour le premier trimestre de 2023, Reuters News a constaté des produits des activités ordinaires de 92 M\$ (90 M\$ en 2022) aux termes de cette entente.

Le BAIIA ajusté sectoriel et la marge connexe ont diminué, en raison de nos investissements dans l'entreprise. Les mouvements du change ont eu un effet favorable de 230 pb sur la variation d'un exercice à l'autre de la marge du BAIIA ajusté sectoriel.

Publications mondiales

(en millions de dollars américains, sauf les marges)	Trimestres clos les 31 mars				
	2023	2022	Variation		
			Total	Devises constantes	Croissance interne
Produits des activités ordinaires	138	142	(3) %	(1) %	-
BAIIA ajusté sectoriel	50	53	(4) %	(3) %	
Marge du BAIIA ajusté sectoriel	36,5 %	37,0 %	(50) pb	(50) pb	

Les produits des activités ordinaires ont diminué au total et en devises constantes en raison de la vente de certaines entreprises secondaires en 2022. Les produits des activités ordinaires n'ont pas changé en ce qui a trait à la croissance interne, un résultat supérieur aux attentes en raison du taux de fidélisation de la clientèle accru, de la hausse des produits tirés des services d'impression fournis à des tiers, du solide rendement à l'échelle internationale ainsi que du calendrier des nouvelles ventes qui, nous prévoyons, devrait se normaliser pour le reste de 2023.

Le BAIIA ajusté sectoriel et la marge connexe ont fléchi en raison de la baisse des produits des activités ordinaires. La marge connexe a également été soumise à l'incidence de l'effet dilutif des produits tirés des services d'impression fournis à des tiers. Les mouvements du change n'ont eu aucune incidence sur le BAIIA ajusté sectoriel.

Charges liées au siège social

(en millions de dollars américains)	Trimestres clos les 31 mars	
	2023	2022
Charges liées au siège social	23	74

Les charges liées au siège social ont diminué en raison surtout des coûts de 34 M\$ engagés dans le cadre du programme de transformation au cours de la période correspondante de l'exercice précédent. Les résultats de la période à l'étude comprennent également des crédits autres que des crédits d'impôt de 7 M\$.

Participation dans LSEG

Nous détenons indirectement des actions de LSEG par le truchement de YPL, une entité que nous détenons conjointement avec le consortium de Blackstone, certains membres actuels de LSEG et anciens membres de la haute direction de Refinitiv.

Au cours du premier trimestre de 2023, nous avons reçu 2,3 G\$ en lien avec les transactions suivantes. De ce montant, une somme de 2,2 G\$ a été reçue sous forme de dividendes de YPL.

- Le 31 janvier 2023, le consortium de Blackstone et la société ont collectivement vendu 21,2 millions d'actions de LSEG conjointement détenues par le truchement de YPL à Microsoft, au prix fixe de 94,50 \$ US l'action. Nous avons tiré un produit brut d'environ 1,0 G\$ de la vente de 10,5 millions d'actions indirectement détenues par la société. Parallèlement à la vente d'actions à Microsoft, LSEG a modifié les modalités des dispositions contractuelles de blocage convenues antérieurement entre LSEG et le consortium de Blackstone et les entités de Thomson Reuters qui détiennent les actions de LSEG. Compte tenu des ententes conclues par notre société avec LSEG et le consortium de Blackstone, Thomson Reuters pourra vendre environ 31 millions d'actions qu'elle détient indirectement au cours de la période de douze mois commençant le 30 janvier 2023, 22 millions d'actions au cours de la période de douze mois commençant le 30 janvier 2024 et 8 millions d'actions après la résiliation de la convention de blocage le 29 janvier 2025.
- Le 8 mars 2023, la société et le consortium de Blackstone ont vendu collectivement 28 millions d'actions dont ils sont copropriétaires au prix de 71,50 livres sterling l'action dans le cadre d'un placement auprès d'investisseurs institutionnels et d'une offre aux investisseurs particuliers. Nous avons tiré de la vente de 13,6 millions d'actions que la société détenait indirectement un produit brut d'environ 1,3 G\$, qui comprenait un montant d'environ 96 M\$ au titre du règlement des contrats de change visant à atténuer le risque de change sur cette participation.
- Au premier trimestre de 2023, LSEG a racheté environ 0,9 million d'actions ordinaires auprès de YPL dans le cadre d'un programme de rachat sur le marché libre annoncé par LSEG en août 2022. Nous avons reçu un produit d'environ 35 M\$ lié aux 0,4 million d'actions que la société détenait indirectement et qu'elle a vendues dans le cadre du programme de rachat.

Nous prévoyons payer l'impôt d'environ 271 M\$ sur ces actions vendues et pour le règlement des contrats de change connexes. Pour ce qui est du reste des actions, nous prévoyons payer un impôt sur les gains en capital de 25 % sur le produit supérieur à la valeur fiscale de 2,3 G\$.

Se reporter à la rubrique « Situation de trésorerie et sources de financement » du rapport de gestion pour de plus amples renseignements sur l'utilisation du produit de la vente d'actions de LSEG.

Le 30 avril 2023, la valeur de marché de notre participation dans LSEG s'établissait à environ 5,0 G\$, en fonction du cours de clôture de l'action de LSEG à cette date et de 47,4 millions d'actions, ce qui tient compte des autres actions vendues par le truchement de notre participation au programme de rachat d'actions sur le marché libre de LSEG.

Situation de trésorerie et sources de financement

Traditionnellement, nous avons observé une stratégie rigoureuse en matière de capital qui met en équilibre la croissance, l'endettement à long terme, les notations de crédit et la redistribution de trésorerie aux actionnaires. Nous nous assurons de disposer de la capacité d'investissement nécessaire pour accroître nos produits des activités ordinaires tant en interne qu'au moyen d'acquisitions, tout en maintenant notre endettement à long terme et la qualité de notre crédit et en continuant à redistribuer de la trésorerie à nos actionnaires. Nos principales sources de liquidités sont la trésorerie et les équivalents de trésorerie ainsi que les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation. Par ailleurs, de temps à autre, nous émettons du papier commercial, empruntons aux termes de notre facilité de crédit et émettons des titres de créance. Nous utilisons nos liquidités principalement pour financer les remboursements sur la dette, le service de la dette, le versement de dividendes, les dépenses d'investissement, les rachats d'actions et les acquisitions.

Au premier trimestre de 2023, nous avons touché un produit brut de 2,3 G\$ de la vente de 24,5 millions d'actions de LSEG (se reporter à la rubrique « Participation dans LSEG » du présent rapport de gestion pour un complément d'information). Le 4 avril 2023, nous avons annoncé que nous avions mis la touche finale à notre plan de redistribuer aux actionnaires un montant d'environ 2,2 G\$ de ce produit au moyen d'une opération de remboursement de capital constituée d'une distribution en trésorerie de 4,67 \$ par action ordinaire et d'un regroupement d'actions, ou fractionnement inversé d'actions, ce qui réduira le nombre d'actions en circulation de manière proportionnelle à la distribution en trésorerie. Cette opération est assujettie à l'approbation des actionnaires au cours de l'assemblée annuelle et extraordinaire qui aura lieu le 14 juin 2023. Woodbridge, notre principal actionnaire, a fait part de son intention de voter en faveur de l'opération. Sous réserve de l'obtention de l'approbation des actionnaires et des tribunaux, nous prévoyons conclure l'opération proposée d'ici la fin de juin 2023. Nous affecterons les fonds résiduels du produit, y compris les fonds des actionnaires qui choisissent de ne pas participer à l'opération de remboursement de capital, à la recherche de possibilités de croissance interne et externe dans les secteurs clés ainsi qu'aux besoins généraux de l'entreprise. Nous prévoyons continuer de vendre des actions de LSEG en tranches, sous réserve des dispositions contractuelles de blocage, et que ces produits nous donneront de nouvelles possibilités d'investir et de redistribuer de la trésorerie à nos actionnaires.

Notre stratégie en matière de capital a renforcé notre structure du capital et notre situation de trésorerie. Notre approche disciplinée et notre modèle d'entreprise permettant de générer de la trésorerie nous ont permis de résister à la volatilité économique des dernières années causée par des facteurs macroéconomiques et géopolitiques, tout en continuant d'investir dans nos activités. Bien que nous surveillions de près les perturbations mondiales causées par l'invasion de l'Ukraine par la Russie, nos activités dans la région ne sont pas importantes pour notre entreprise.

Nous prévoyons que le levier d'exploitation de nos activités augmentera nos flux de trésorerie disponibles si nos produits des activités ordinaires augmentent, comme le prévoient nos perspectives. Nous cibons un ratio d'endettement maximal de 2,5 fois la dette nette sur le BALIA ajusté et nous nous sommes donné comme objectif de distribuer de 50 % à 60 % de nos flux de trésorerie disponibles prévus sous forme de dividendes à nos actionnaires.

Au 31 mars 2023, nos fonds en caisse s'élevaient à 1,7 G\$, y compris une partie du produit de la vente d'actions de LSEG au premier trimestre de 2023. Par conséquent, notre ratio d'endettement, correspondant à la dette nette divisée par le BALIA ajusté, s'établissait à 1,2 pour 1 au 31 mars 2023, ce qui est bien inférieur au ratio cible de 2,5 pour 1. Calculé aux termes de la clause restrictive de notre facilité de crédit, ce ratio s'établissait à 1,1 pour 1 au 31 mars 2023, ce qui est aussi bien en deçà du ratio d'endettement maximal de 4,5 pour 1 permis par la facilité de crédit. Notre prochaine échéance de la dette est prévue pour le quatrième trimestre de 2023.

Nous estimons que nos sources de trésorerie existantes seront suffisantes pour nous permettre de financer nos besoins en trésorerie attendus dans le cours normal de nos activités pour les 12 prochains mois.

Certaines informations présentées plus haut dans cette rubrique sont de nature prospective et doivent être lues en parallèle avec la rubrique « Renseignements supplémentaires – Mise en garde concernant les facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur les résultats futurs ».

Flux de trésorerie

Tableau consolidé sommaire des flux de trésorerie

(en millions de dollars américains)	Trimestres clos les 31 mars		
	2023	2022	Variation (en \$)
Entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation	267	275	(8)
Entrées (sorties) nettes de trésorerie liées aux activités d'investissement	1 668	(179)	1 847
Sorties nettes de trésorerie liées aux activités de financement	(1 315)	(220)	(1 095)
Écarts de conversion	1	-	1
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	621	(124)	745
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	1 069	778	291
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période	1 690	654	1 036
Mesure non conforme aux IFRS¹⁾			
Flux de trésorerie disponibles	133	86	47

1) Se reporter aux annexes A et B du présent rapport de gestion pour des renseignements supplémentaires et des rapprochements de nos mesures financières non conformes aux IFRS et des mesures financières conformes aux IFRS les plus directement comparables.

Activités d'exploitation. Les entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation ont diminué puisque l'augmentation de la trésorerie liée à l'accroissement du bénéfice d'exploitation a été plus que contrebalancée par la hausse des paiements d'impôt et les variations défavorables du fonds de roulement.

Activités d'investissement. Les entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'investissement pour le premier trimestre de 2023 comprennent le produit de 2 293 M\$ de la vente d'actions de LSEG (se reporter à la rubrique « Participation dans LSEG » du présent rapport de gestion pour un complément d'information), contrebalancé en partie par les coûts d'acquisition de 490 M\$, principalement liés à SurePrep, et les dépenses d'investissement de 140 M\$. SurePrep est un fournisseur de logiciels et de services d'automatisation fiscale. Les sorties nettes de trésorerie liées aux activités d'investissement tenaient compte de dépenses d'investissement de 171 M\$ pour le premier trimestre de 2022.

Activités de financement. Les sorties nettes de trésorerie liées aux activités de financement pour le premier trimestre de 2023 comprennent les rachats d'actions d'un montant de 718 M\$, les dividendes d'un montant de 224 M\$ versés aux porteurs d'actions ordinaires et le montant net de 361 M\$ des remboursements effectués aux termes de notre programme de papier commercial. Les sorties nettes de trésorerie liées aux activités de financement au premier trimestre de 2022 se composaient principalement des dividendes d'un montant de 209 M\$ versés aux porteurs d'actions ordinaires. Se reporter aux paragraphes « Programme de papier commercial », « Dividendes » et « Rachats d'actions » ci-après pour obtenir de plus amples renseignements.

Trésorerie et équivalents de trésorerie. Au 31 mars 2023, la trésorerie et les équivalents de trésorerie étaient supérieurs à ceux du début de l'exercice en raison du montant en trésorerie reçu à la suite de la vente de 24,5 millions d'actions de LSEG que nous détenions indirectement.

Flux de trésorerie disponibles. Les flux de trésorerie disponibles ont augmenté principalement en raison de la baisse des dépenses d'investissement et du produit de la vente d'une filiale à une société affiliée à Woodbridge, ce qui a plus que contrebalancé le recul des entrées de trésorerie liées aux activités d'exploitation. Les dépenses d'investissement de la période correspondante de l'exercice précédent comprenaient les investissements dans le cadre du programme de transformation.

Des renseignements supplémentaires sur notre dette et nos ententes de crédit, nos dividendes et nos rachats d'actions sont présentés ci-après :

- **Programme de papier commercial.** Notre programme de papier commercial de 2,0 G\$ constitue un moyen efficient et flexible d'obtenir du financement à court terme. La valeur comptable du solde du papier commercial inscrit dans la dette courante à l'état consolidé de la situation financière au 31 mars 2023 se chiffre à 699 M\$. Les émissions de papier commercial ont atteint un sommet de 1,3 G\$ au premier trimestre de 2023.
- **Facilité de crédit.** Nous disposons d'une facilité de crédit consortiale d'un montant de 2,0 G\$ qui vient à échéance en novembre 2027 et qui peut être utilisée pour obtenir des liquidités pour les besoins généraux de l'entreprise (notamment aux fins des acquisitions et du financement de notre programme de papier commercial). Il n'y avait aucun emprunt en cours aux termes de la facilité de crédit au 31 mars 2023. Compte tenu de nos notations actuelles, le coût d'emprunt aux termes de la facilité est calculé en fonction des taux suivants : Term Secured Overnight Financing Rate (taux de financement à un jour garanti ou « SOFR »)/Euro Interbank Offered Rate (taux interbancaire offert en euro ou « Euribor »)/Simple Sterling Overnight Index Average (taux moyen au jour le jour de la livre sterling ou « SONIA ») majoré de 102,5 points de base. Nous pouvons également demander une augmentation de l'engagement des prêteurs jusqu'à concurrence d'un montant de 600 M\$, pour un engagement maximal relatif à la facilité de crédit de 2,6 G\$, sous réserve de l'approbation des prêteurs concernés. Si Moody's, S&P ou Fitch abaissaient leurs notations à l'égard de notre dette, les commissions et le coût d'emprunt de notre facilité de crédit augmenteraient, sans aucune conséquence toutefois sur la disponibilité de la facilité. À l'opposé, un relèvement de la notation pourrait réduire les commissions et le coût d'emprunt. Nous surveillons aussi les prêteurs qui sont parties à notre facilité et nous croyons qu'ils demeureront en mesure de nous prêter des fonds.

Nous garantissons les emprunts de nos filiales aux termes de la facilité de crédit. Nous sommes aussi tenus de maintenir un ratio de la dette nette, au sens donné à ce terme dans la convention de crédit (total de la dette après déduction des swaps, diminué de la trésorerie et des équivalents de trésorerie), établie le dernier jour du trimestre, par rapport au BAIIA, selon la définition donnée dans la convention de crédit (bénéfice avant intérêts, impôt, dotation aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles et autres modifications décrites dans la convention de crédit), d'au plus 4,5 pour 1 pour les quatre derniers trimestres écoulés. Si nous réalisons une acquisition dont le prix d'achat dépassait 500 M\$, le ratio de la dette nette sur le BAIIA augmenterait temporairement à 5,0 pour 1 pour les trois trimestres suivant la transaction, après quoi il reviendrait à 4,5 pour 1. Au 31 mars 2023, nous respectons cette clause restrictive puisque notre ratio de la dette nette sur le BAIIA, calculé aux termes de notre facilité de crédit consortiale, s'établissait à 1,1 pour 1.

- **Dettes à long terme.** Nous n'avons émis ni remboursé aucun titre de créance au cours du trimestre clos le 31 mars 2023. Thomson Reuters Corporation et l'une de ses filiales américaines, TR Finance LLC, peuvent collectivement émettre, de temps à autre, des titres de créance non garantis d'une valeur maximale de 3,0 G\$, et ce, jusqu'au 29 juillet 2024 aux termes d'un prospectus préalable de base. Les titres émis par TR Finance LLC seront intégralement et inconditionnellement garantis à titre d'obligations non garanties par Thomson Reuters Corporation et trois filiales américaines garantes, qui sont aussi des filiales en propriété exclusive indirecte consolidées de Thomson Reuters Corporation. À l'exception de TR Finance LLC et des filiales garantes, aucune autre filiale de Thomson Reuters Corporation n'a fourni de garantie ou ne peut être tenue responsable relativement à tout titre de créance que pourrait émettre TR Finance LLC. Ni Thomson Reuters Corporation ni TR Finance LLC n'a émis de titre de créance aux termes du prospectus. Se reporter à l'annexe D du présent rapport de gestion pour consulter l'information financière résumée de consolidation de la société, y compris TR Finance LLC et les filiales garantes.
- **Notations.** Nos possibilités de financement sont entre autres tributaires de la conjoncture des marchés et du maintien de notations à long terme convenables. Les notations qui nous sont attribuées peuvent être affectées par divers facteurs, notamment l'accroissement de notre dette, la baisse de notre résultat, la contraction de la demande à l'égard de nos produits, l'intensification de la concurrence, une détérioration de la conjoncture économique et commerciale et la mauvaise presse visant la société. Tout déclassement de nos notations pourrait avoir une incidence sur notre capacité à mobiliser des capitaux ou donner lieu à une hausse des taux d'intérêt s'appliquant à nos emprunts.

Le tableau qui suit indique les notations que les agences ont attribuées à nos titres en cours à la date du présent rapport de gestion :

	Moody's	S&P Global Ratings	DBRS Limited	Fitch
Dettes à long terme	Baa2	BBB	BBB (élevé)	BBB+
Papier commercial	P-2	A-2	R-2 (élevé)	F1
Tendance ou perspective	Stable	Stable	Stable	Stable

Ces notations ne sont pas une recommandation d'acheter, de vendre, ni de conserver les titres et elles ne fournissent aucune indication sur leur cours ou leur pertinence pour un investisseur donné. Les notations peuvent ne pas refléter l'incidence possible de tous les risques sur la valeur des titres. Nous ne pouvons assurer que nos notations ne seront pas revues à la baisse dans l'avenir ni que les agences de notation n'émettront pas de commentaires défavorables à l'égard de nos titres.

- **Dividendes.** Les dividendes sur nos actions ordinaires sont déclarés en dollars américains. En février 2023, nous avons annoncé une augmentation de 10 %, ou 0,18 \$ par action, du taux de dividende annuel, qui a été porté à 1,96 \$ par action ordinaire (à compter du dividende sur les actions ordinaires que nous avons versé en mars 2023). Dans notre tableau consolidé des flux de trésorerie, les dividendes versés sur les actions ordinaires sont présentés déduction faite des montants réinvestis dans la société aux termes du régime de réinvestissement des dividendes (« RRD »). Les actionnaires ordinaires inscrits peuvent participer au RRD, aux termes duquel les dividendes en trésorerie sont automatiquement réinvestis dans de nouvelles actions ordinaires. La valeur des actions ordinaires correspond à la moyenne pondérée du cours de l'action à la Bourse de Toronto (« TSX ») sur les cinq jours de bourse qui précèdent immédiatement la date de clôture des registres en vue de la distribution des dividendes. Compte tenu de complexités d'ordre administratif, nous allons interrompre de façon temporaire notre RRD en ce qui a trait à tout dividende payable avant la conclusion de l'opération de remboursement de capital et verser ces dividendes en trésorerie. Nous prévoyons remettre le RRD en vigueur après la réalisation de l'opération de remboursement de capital.

Le tableau ci-après fait état des dividendes déclarés par action ordinaire et des dividendes que nous avons versés sur nos actions ordinaires.

	Trimestres clos les 31 mars	
(en millions de dollars américains, sauf les montants par action)	2023	2022
Dividendes déclarés par action ordinaire	0,49 \$	0,445 \$
Dividendes déclarés	232	216
Dividendes réinvestis	(8)	(7)
Dividendes versés	224	209

- **Rachats d'actions – offre publique de rachat d'actions dans le cours normal des activités (l'« offre de rachat »).** Nous rachetons occasionnellement des actions (pour les annuler ultérieurement) conformément à notre stratégie de gestion du capital. En juin 2022, nous avons annoncé notre intention de racheter un montant maximal de 2,0 G\$ d'actions ordinaires. Nous avons achevé ce programme au premier trimestre de 2023, avec le rachat de 6,0 millions d'actions ordinaires totalisant 718 M\$ à un prix moyen par action de 120,10 \$. Nous n'avons racheté aucune action ordinaire au premier trimestre de 2022.

Situation financière

Le total de notre actif s'établissait à 21,0 G\$ au 31 mars 2023, comparativement à 21,7 G\$ au 31 décembre 2022. Ce recul rend compte essentiellement des remboursements de papier commercial et des rachats d'actions.

Au 31 mars 2023, nos passifs courants excédaient nos actifs courants puisque les passifs courants comprennent des produits différés d'un montant important tirés de la vente de produits et de services par abonnement, que bon nombre de clients règlent à l'avance. La trésorerie reçue lors de ces paiements anticipés est affectée au financement courant des activités d'exploitation, d'investissement et de financement de notre entreprise. Cependant, aux fins comptables, ces paiements anticipés doivent être différés et comptabilisés sur la durée de l'abonnement. Nous inscrivons généralement un fonds de roulement déficitaire à notre état consolidé de la situation financière. Dans le cours normal des activités, les produits différés ne correspondent pas à une obligation en trésorerie, mais plutôt à l'obligation d'assurer la prestation de services ou la livraison de produits. En conséquence, nous sommes d'avis que notre situation ne reflète pas un problème de liquidité, mais bien le résultat de la comptabilité requise du fait de notre modèle d'entreprise.

Dette nette et ratio d'endettement correspondant à la dette nette divisée par le BAIIA ajusté

	31 mars	31 décembre
(en millions de dollars américains)	2023	2022
Dette courante	1 299	1 647
Dette à long terme	3 116	3 114
Total de la dette	4 415	4 761
Swaps	(41)	(42)
Total de la dette après déduction des swaps	4 374	4 719
Déduire : ajustements de juste valeur pour les instruments de couverture¹⁾	6	7
Total de la dette, après déduction des contrats de couverture de change	4 380	4 726
Déduire : coûts de transactions, surcotes et décotes compris dans la valeur comptable de la dette	30	33
Ajouter : obligations locatives (partie courante et non courante)	227	235
Déduire : trésorerie et équivalents de trésorerie²⁾	(1 690)	(1 069)
Dette nette³⁾	2 947	3 925
Ratio d'endettement correspondant à la dette nette divisée par le BAIIA ajusté		
BAIIA ajusté³⁾	2 406	2 329
Dette nette/BAIIA ajusté³⁾	1,2:1	1,7:1

1) Représente la composante intérêts de la juste valeur des instruments de couverture qui sont déduits afin de refléter les sorties nettes de trésorerie à l'échéance.

2) Compte tenu de la trésorerie et des équivalents de trésorerie s'élevant respectivement à 84 M\$ et à 81 M\$ au 31 mars 2023 et au 31 décembre 2022, lesquels étaient détenus dans des filiales soumises à certaines restrictions contractuelles ou réglementaires ou encore qui exercent des activités dans des pays où des contrôles des changes et autres restrictions légales sont en vigueur, ce qui signifie qu'ils ne peuvent pas être utilisés pour les besoins généraux de l'entreprise.

3) Ces montants correspondent à des mesures financières non conformes aux IFRS. À titre d'information supplémentaire concernant notre liquidité, nous présentons le ratio d'endettement correspondant à la dette nette divisée par le BAIIA ajusté. Se reporter aux annexes A et B du présent rapport de gestion pour des renseignements supplémentaires sur nos mesures non conformes aux IFRS et des rapprochements de la mesure conforme aux IFRS la plus comparable.

Au 31 mars 2023, le total de notre dette (après déduction des swaps) s'élevait à 4,4 G\$. Les dates d'échéance de nos emprunts à terme sont bien échelonnées et ne sont pas concentrées dans un exercice en particulier. Au 31 mars 2023, la durée moyenne à courir jusqu'à l'échéance de nos emprunts à terme (total de la dette exclusion faite du papier commercial) était d'environ sept ans et le taux d'intérêt moyen s'y appliquant (après déduction des swaps) s'établissait à un peu plus de 4 % et était entièrement fixe. Notre ratio d'endettement, qui correspond à la dette nette divisée par le BAIIA ajusté, était inférieur au ratio cible de 2,5 pour 1. La diminution de notre dette nette est essentiellement attribuable à la hausse de la trésorerie et des équivalents de trésorerie (se reporter à la rubrique « Flux de trésorerie » du présent rapport de gestion pour de plus amples renseignements).

Arrangements, engagements et obligations contractuelles non comptabilisés

Pour le sommaire des autres arrangements, engagements et obligations contractuelles non comptabilisés, il y a lieu de se reporter à notre rapport de gestion annuel de 2022. Au cours du trimestre clos le 31 mars 2023, il ne s'est produit aucun changement important dans ces arrangements, engagements et obligations contractuelles.

Éventualités

Actions et réclamations en justice

Nous sommes partie à divers litiges, réclamations, contrôles et enquêtes qui surviennent dans le cours normal des activités. Ces causes portent notamment sur les questions liées à l'emploi, les questions commerciales et les poursuites en diffamation et en violation de propriété intellectuelle. Ces procédures contre nous restent à être réglées, et leur issue demeure imprévisible. À la lumière des renseignements dont nous disposons actuellement et après consultation des avocats externes, la direction estime que la résolution définitive de ces différends, individuellement ou globalement, ne devrait pas avoir une incidence significative défavorable sur notre situation financière dans son ensemble.

Positions fiscales incertaines

Nous sommes assujettis à l'impôt s'appliquant dans de nombreux territoires, et nous faisons régulièrement l'objet de contrôles fiscaux par diverses autorités fiscales dans le cours normal des activités. L'incidence fiscale définitive de bon nombre des transactions et calculs dans le cours normal des activités est incertaine, car les autorités fiscales pourraient contester certaines positions fiscales et proposer des ajustements ou des changements à apporter à nos déclarations fiscales.

Nous maintenons donc des provisions au titre des positions fiscales incertaines qui, à notre avis, reflètent de façon appropriée les risques visant la société. Ces provisions sont établies à l'aide de nos estimations les plus probables quant au montant à payer, en fonction d'une évaluation qualitative de toutes les informations pertinentes. Lorsque cela est approprié, nous calculons la valeur attendue afin de déterminer le montant de nos provisions. Nous réévaluons ces provisions à la fin de chaque période de présentation de l'information financière pour vérifier si le montant est suffisant et faisons des ajustements en fonction de l'évolution des faits et des circonstances. En raison de l'incertitude associée aux contrôles fiscaux, il se peut que le passif découlant de ces contrôles ou de litiges connexes diffère de façon importante de nos provisions. Toutefois, à la lumière des lois en vigueur et des renseignements dont nous disposons et après consultation de conseillers fiscaux externes, la direction estime que la résolution définitive de ces différends, individuellement ou collectivement, n'aura pas d'incidence significative défavorable sur notre situation financière dans son ensemble.

Jusqu'au 31 mars 2023, nous avons payé des impôts de 463 M\$ comme l'exigeaient les avis d'imposition émis par l'administration fiscale du Royaume-Uni et la HM Revenue & Customs (la « HMRC ») en vertu du régime d'impôt sur les profits détournés qui se rapportaient collectivement aux années d'imposition 2015, 2016, 2017 et 2018 de certaines de nos filiales actuelles et de nos anciennes filiales au Royaume-Uni. La HMRC dispose toujours de l'autorité statutaire de modifier les avis d'imposition seulement pour l'année d'imposition 2017 en émettant des avis aux termes du régime d'impôt sur les profits détournés pour cette année jusqu'à la mi-mai 2023.

Comme nous n'estimons pas que ces filiales actuelles et anciennes filiales au Royaume-Uni entrent dans le champ d'application du régime d'impôt sur les profits détournés, nous continuerons de contester ces avis d'imposition (y compris tout avis modifié par la HMRC) au moyen de tous les recours administratifs et juridiques à notre disposition et nous défendrons vigoureusement notre position. Les paiements effectués ne reflètent pas notre position quant au bien-fondé de la question. Comme ces avis d'imposition se rapportent en grande partie à des entreprises que nous avons vendues, la plupart font l'objet d'ententes d'indemnisation aux termes desquelles nous avons été ou nous serons tenus de payer des impôts supplémentaires à la HMRC ou aux contreparties aux ententes d'indemnisation.

Comme nous estimons que notre position est justifiée par la loi, nous ne pensons pas que la résolution de cette question aura une incidence significative sur notre situation financière dans son ensemble. Puisque nous nous attendons à recevoir des remboursements pour la quasi-totalité du total des montants payés et des paiements éventuels futurs en vertu de ces avis d'imposition, nous prévoyons continuer de comptabiliser la quasi-totalité de ces paiements à titre de montant non courant à recevoir de la HMRC ou de la contrepartie aux ententes d'indemnisation. Nous prévoyons que nos sources de trésorerie existantes seront suffisantes pour financer tout paiement additionnel requis advenant que la HMRC émette d'autres avis.

Garanties

Nous détenons une participation dans 3XSQ Associates, entité conjointement détenue par l'une de nos filiales et Rudin Times Square Associates LLC (« Rudin »), qui possède et exploite l'immeuble de bureaux situé au 3 Times Square, à New York (État de New York) (l'« immeuble »). En juin 2022, 3XSQ Associates a obtenu une facilité d'emprunt d'une durée de trois ans et d'un montant de 415 M\$ afin de refinancer sa dette existante, de financer le réaménagement de l'immeuble et de couvrir les charges d'intérêts et d'exploitation pendant la période de réaménagement. L'immeuble a été donné en garantie de l'emprunt. La société et Rudin ont fourni chacun une garantie correspondant à 50 % i) de certains montants de capital sur les emprunts et ii) des charges d'intérêts et d'exploitation. La société et Rudin ont également fourni une garantie conjointe et individuelle visant i) l'achèvement des travaux commencés et ii) les pertes du prêteur découlant d'actes interdits, que ce soit sur le plan environnemental ou autre. Afin de réduire l'exposition économique à 50 % des obligations conjointes et individuelles, la société et une entité du groupe de Rudin ont conclu une entente de dédommagement réciproque. Nous estimons que la valeur de l'immeuble devrait suffire à couvrir les obligations qui pourraient découler des garanties. Les garanties n'ont pas d'incidence sur notre capacité à emprunter des fonds aux termes de notre facilité de crédit consortiale de 2,0 G\$ ou sur le calcul de la clause restrictive connexe.

Pour un complément d'information, veuillez consulter la rubrique « Facteurs de risque » de notre rapport annuel 2022, où sont détaillés les risques liés aux questions juridiques et fiscales.

Perspectives

L'information présentée dans cette rubrique est de nature prospective et doit être lue en parallèle avec la rubrique « Renseignements supplémentaires – Mise en garde concernant les facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur les résultats futurs » ci-après.

En mai 2023, nous avons annoncé que nous maintenons les perspectives pour l'exercice 2023 que nous avons communiquées en février 2023, exception faite de la croissance totale des produits des activités ordinaires pour la société et nos 3 grands secteurs, qui a été ajustée pour tenir compte de la vente en cours de notre participation majoritaire dans Elite. Dans le tableau qui suit, nous décrivons nos perspectives pour l'exercice 2023, qui comprennent des mesures financières non conformes aux IFRS.

Nos perspectives pour 2023 :

- présument que les cours de change demeureront constants par rapport à ceux de 2022;
- exception faite de l'opération en cours avec Elite, ne tiennent pas compte de l'incidence d'autres acquisitions ou cessions qui pourraient survenir au cours de périodes futures.

Nous croyons que ce type d'information fournit des renseignements utiles sur la performance de nos activités.

Bien que notre performance du premier trimestre de 2023 ait renforcé notre confiance à l'égard de nos perspectives, le contexte macroéconomique demeure incertain, de nombreux signes indiquant un affaiblissement de la conjoncture économique mondiale dans un contexte de hausse des taux d'intérêt, d'inflation élevée et de risques géopolitiques persistants. Toute dégradation du contexte commercial et économique à l'échelle mondiale pourrait nuire à notre capacité de concrétiser nos perspectives.

Résultats globaux pour Thomson Reuters	Chiffres réels pour 2022	Perspectives pour 2023 9 février 2023	Perspectives pour 2023 2 mai 2023
Croissance des produits des activités ordinaires	4 %	4,5 % - 5,0 %	3,0 % - 3,5 %
<i>Croissance interne des produits des activités ordinaires¹⁾</i>	6 %	5,5 % - 6,0 %	Inchangé
Marge du BAIIA ajusté ¹⁾	35,1 %	Environ 39 %	Inchangé
Charges liées au siège social	293 M\$	Entre 110 M\$ et 120 M\$	
Charges de base liées au siège social	122 M\$	Entre 110 M\$ et 120 M\$	Inchangé
Charges d'exploitation liées au programme de transformation	171 M\$	s. o.	
Flux de trésorerie disponibles ¹⁾	1,3 G\$	Environ 1,8 G\$	Inchangé
Dépenses d'investissement à payer exprimées en pourcentage des produits des activités ordinaires ¹⁾	8,2 %	Environ 7,0 %	
Coût d'optimisation d'immeubles ²⁾	s. o.	30 M\$	Inchangé
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles et des logiciels	625 M\$	Entre 595 M\$ et 625 M\$	Inchangé
Charge d'intérêts	196 M\$	Entre 190 M\$ et 210 M\$	Inchangé
Taux d'impôt effectif sur le résultat ajusté ¹⁾	17,6 %	Environ 18 %	Inchangé

3 grands secteurs ¹⁾	Chiffres réels pour 2022	Perspectives pour 2023 9 février 2023	Perspectives pour 2023 2 mai 2023
Croissance des produits des activités ordinaires	5 %	5,5 % - 6,0 %	3,5 % - 4,0 %
<i>Croissance interne des produits des activités ordinaires</i>	7 %	6,5 % - 7,0 %	Inchangé
Marge du BAIIA ajusté	42,4 %	Environ 44 %	Inchangé

1) Mesures financières non conformes aux IFRS. Se reporter aux annexes A et B du présent rapport de gestion pour des renseignements supplémentaires et des rapprochements de nos mesures financières non conformes aux IFRS et des mesures financières conformes aux IFRS les plus directement comparables.

2) Les coûts d'optimisation d'immeubles en 2023 s'ajoutent aux dépenses d'investissement à payer en tant que pourcentage des perspectives en matière de produits des activités ordinaires.

Nous prévoyons que la croissance interne des produits des activités ordinaires pour le deuxième trimestre de 2023 se situera dans la partie inférieure de la fourchette de 5,5 % à 6,0 % pour l'exercice et que la marge du BAIIA ajusté sera d'environ 38 %.

Le tableau qui suit rend compte des principales hypothèses et des risques importants pouvant faire en sorte que le rendement réel diffère des attentes sur lesquelles reposent nos perspectives financières.

Produits des activités ordinaires	
Principales hypothèses	Risques importants
- La conjoncture macroéconomique et géopolitique incertaine continuera à perturber l'économie et à occasionner des périodes de volatilité. - Les produits et services de confiance qui aident les clients à se retrouver dans des contextes juridiques, fiscaux, comptables, réglementaires, géopolitiques et commerciaux complexes et en évolution constante, et à composer avec les nouveautés dans ces domaines, ainsi que les outils numériques infonuagiques qui stimulent la productivité, feront l'objet d'une demande soutenue. - Nous serons toujours en mesure d'offrir des produits novateurs qui répondent aux besoins changeants des clients. - Nous rallierons de nouveaux clients grâce au développement et à l'amélioration de nos plateformes numériques, à la rationalisation de notre portefeuille de produits et à d'autres initiatives de nature commerciale. - Nos efforts de simplification commerciale et les améliorations apportées au service à la clientèle nous permettront d'accroître le taux de fidélisation.	- La hausse des taux d'intérêt, l'inflation, l'instabilité géopolitique, y compris la guerre en Ukraine et les répercussions persistantes de la pandémie (les perturbations de la chaîne d'approvisionnement, p. ex.) continuent d'avoir des répercussions sur l'économie mondiale. La gravité et la durée de l'une ou l'autre de ces conditions, ou d'une combinaison de celles-ci, pourraient avoir une incidence sur l'économie mondiale et entraîner une baisse de la demande pour nos produits et services (au-delà de notre hypothèse selon laquelle ces perturbations entraîneront des périodes de volatilité). - L'évolution des habitudes d'achat des clients ou notre incapacité de mettre en œuvre des initiatives clés en matière de conception de produits ou de service à la clientèle pourraient entraîner une diminution de la demande pour nos produits et services. - La concurrence des prix et la création de nouveaux produits pourraient avoir une incidence sur nos produits des activités ordinaires. - Nos initiatives relatives aux ventes, à la simplification commerciale et à la conception de produits pourraient être insuffisantes pour fidéliser les clients ou générer de nouvelles ventes.
Marge du BAIIA ajusté	
Principales hypothèses	Risques importants
- Nous parviendrons à atteindre nos cibles de croissance des produits des activités ordinaires. - Les produits à croissance élevée occuperont une partie de plus en plus importante de nos activités.	- Voir les risques ci-dessus se rapportant aux perspectives en matière de produits des activités ordinaires. - L'inflation plus élevée que prévu pourrait entraîner une augmentation supérieure aux prévisions des coûts de main-d'œuvre, des coûts des fournisseurs tiers et des coûts des documents imprimés. - Les activités d'acquisition et de cession pourraient diluer la marge du BAIIA ajusté.
Flux de trésorerie disponibles	
Principales hypothèses	Risques importants
- Nous parviendrons à atteindre nos cibles de produits des activités ordinaires et de marge du BAIIA ajusté. - Les dépenses d'investissement à payer devraient se chiffrer à environ 7,0 % des produits des activités ordinaires, exclusion faite des projets d'optimisation d'immeubles. - Des dépenses d'investissement supplémentaires d'environ 30 M\$ seront engagées dans le cadre de projets d'optimisation d'immeubles.	- Voir les risques ci-dessus concernant les perspectives relatives aux produits des activités ordinaires et à la marge du BAIIA ajusté. - L'affaiblissement de la situation macroéconomique pourrait avoir une incidence défavorable sur le fonds de roulement, y compris sur la capacité de nos clients à nous payer. - Les dépenses d'investissement à payer pourraient être supérieures aux prévisions. - Le moment et le montant des paiements d'impôt aux gouvernements pourraient différer par rapport aux prévisions.
Taux d'impôt effectif sur le résultat ajusté	
Principales hypothèses	Risques importants
- Nous parviendrons à atteindre notre cible de BAIIA ajusté. - Aucun changement important ne sera apporté en 2023 aux taux s'appliquant dans les divers territoires où les résultats avant impôt ont été comptabilisés en 2022. - Des changements minimes pourraient être apportés aux lois et conventions fiscales en vigueur s'appliquant à nous. - Il y aura des profits significatifs qui empêcheront l'imposition de certains impôts minimums. - Il ne découlera aucune charge ni aucun avantage important de la finalisation des années d'imposition antérieures. - La dotation aux amortissements des immobilisations corporelles et des logiciels sera de l'ordre de 595 M\$ à 625 M\$. - La charge d'intérêts sera de l'ordre de 190 M\$ à 210 M\$.	- Voir les risques ci-dessus concernant le BAIIA ajusté. - La répartition géographique du résultat avant impôt pourrait changer de manière importante. - Les lois et conventions fiscales en vigueur s'appliquant à nous pourraient faire l'objet de changements importants auxquels nous ne nous attendions pas. - La dotation aux amortissements des immobilisations corporelles et des logiciels et la charge d'intérêts pourraient être beaucoup plus élevées ou beaucoup moins élevées que prévu.

Nos perspectives font état de plusieurs mesures financières non conformes aux IFRS. Nous sommes d'avis que la présentation de rapprochements des mesures financières non conformes aux IFRS sous-jacentes à nos perspectives pourrait s'avérer trompeuse et peu pratique en raison de la difficulté à prévoir des éléments qui ne sont pas représentatifs des activités courantes pour toute période à venir. L'ampleur de ces éléments pourrait être importante. Par conséquent, pour les besoins de ces perspectives seulement, il ne nous est pas possible de rapprocher ces mesures aux mesures conformes aux IFRS les plus comparables, car nous ne pouvons prévoir, avec une certitude raisonnable, l'effet des variations des cours de change sur : i) la conversion de nos résultats présentés selon les cours de change moyens de l'exercice et ii) d'autres produits financiers ou charges financières liés aux accords de financement intragroupe et aux contrats de change. Nous ne pouvons non plus prévoir avec une certitude raisonnable i) notre quote-part du bénéfice ou de la perte après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence, qui est assujettie à la variation du cours des actions de LSEG, ni ii) la réalisation ou le montant d'autres profits et pertes d'exploitation, qui découlent généralement de transactions commerciales que nous ne prévoyons pas actuellement.

Transactions entre parties liées

Au 1^{er} mai 2023, Woodbridge, notre actionnaire principal, détenait en propriété réelle environ 69 % de nos actions ordinaires.

Opération avec Woodbridge

En mars 2023, nous avons vendu une filiale canadienne entièrement détenue à une société affiliée à Woodbridge pour 23 M\$. Les actifs de la filiale étaient composés des pertes fiscales cumulées que la direction ne s'attendait pas à imputer aux résultats imposables futurs avant leur expiration en fonction des lois fiscales canadiennes actuellement en vigueur. Pour cette raison, elle n'avait pas comptabilisé l'actif d'impôt lié à ces pertes dans les états financiers consolidés. Selon la loi canadienne, certaines pertes ne peuvent être transférées qu'à des sociétés liées, comme celles affiliées à Woodbridge. Un profit de 23 M\$ a été inscrit au poste « Autres profits (pertes) d'exploitation, montant net » de l'état consolidé du résultat net. Dans le cadre de cette transaction, le comité de gouvernance du conseil d'administration a obtenu une attestation d'équité indépendante. Nous avons eu recours à l'attestation d'équité indépendante afin d'établir que le prix négocié entre la société et Woodbridge était raisonnable. Après avoir examiné la question, le comité de gouvernance a approuvé la transaction. Les administrateurs qui n'étaient pas considérés comme indépendants en raison de leur position par rapport à Woodbridge se sont abstenus de délibérer et de voter sur la transaction lors des réunions du comité.

Transactions avec YPL

Au premier trimestre de 2023, nous avons reçu de YPL des dividendes d'un montant de 2,2 G\$ en lien avec la vente d'actions de LSEG que la société détenait indirectement. Se reporter à la rubrique « Participation dans LSEG » du présent rapport de gestion pour plus d'information à ce sujet.

À l'exception des transactions susmentionnées, aucune nouvelle transaction entre parties liées d'importance n'a eu lieu au cours du premier trimestre de 2023. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Transactions entre parties liées » du rapport de gestion annuel de 2022 figurant dans notre rapport annuel 2022, de même qu'à la note 31 de nos états financiers consolidés annuels de 2022 pour des informations au sujet des transactions entre parties liées.

Événements postérieurs à la date de clôture

Remboursement de capital et regroupement d'actions

Le 4 avril 2023, nous avons annoncé que nous avons mis la touche finale à notre plan de rembourser aux actionnaires un montant d'environ 2,2 G\$ au moyen d'une opération de remboursement de capital constituée d'une distribution en trésorerie de 4,67 \$ par action ordinaire et d'un regroupement d'actions, ou fractionnement inversé d'actions, ce qui réduira le nombre d'actions ordinaires en circulation de manière proportionnelle à la distribution en trésorerie. Cette opération, qui est assujettie à l'approbation des actionnaires et des tribunaux, sera financée au moyen du produit tiré de la cession des actions détenues par le truchement de notre participation dans LSEG. Nous prévoyons conclure l'opération proposée d'ici la fin de juin 2023.

Cession

Le 4 avril 2023, nous avons annoncé la signature d'une entente définitive pour la vente à TPG d'une participation majoritaire dans l'entreprise Elite, un fournisseur de solutions de services financiers et de gestion des pratiques aux cabinets d'avocats dans le cadre d'une opération qui valorise l'entreprise à environ 500 M\$. TPG établira Elite en tant que société de technologie juridique indépendante. Nous nous attendons à recevoir environ 400 M\$ et nous conserverons une participation minoritaire de 19,9 % dans l'entreprise, y compris une représentation au sein du conseil pour appuyer stratégiquement Elite à l'avenir. La vente devrait avoir lieu au deuxième trimestre de 2023, à la suite des approbations d'ordre réglementaire et du respect des autres conditions usuelles de clôture. Nous prévoyons constater un profit sur cette transaction et comptabiliser notre participation minoritaire selon la méthode de la mise en équivalence.

Changements touchant les méthodes comptables

Pour un obtenir de l'information sur les changements touchant les méthodes comptables, il y a lieu de se reporter à la rubrique « Changements touchant les méthodes comptables » de notre rapport de gestion annuel de 2022, lequel figure dans notre rapport annuel 2022. Depuis la date de notre rapport de gestion annuel de 2022, nos méthodes comptables n'ont pas changé de manière importante.

Estimations comptables et jugements critiques

La préparation des états financiers impose à la direction de faire des estimations et d'exercer son jugement à l'égard d'événements futurs. Les estimations et les jugements sont constamment remis en question. Ils se fondent sur l'expérience passée et sur d'autres facteurs, notamment les prévisions d'événements futurs raisonnables dans les circonstances. Pour un complément d'information, il y a lieu de se reporter à la rubrique « Estimations comptables et jugements critiques » de notre rapport de gestion annuel de 2022, lequel figure dans notre rapport annuel 2022. Depuis la date de notre rapport de gestion annuel de 2022, nos estimations comptables et nos jugements critiques n'ont pas changé de manière importante.

Nous continuons de mener nos activités dans un contexte macroéconomique et géopolitique incertain en raison de l'inflation élevée, de la volatilité des taux d'intérêt, de l'invasion militaire de l'Ukraine par la Russie, des répercussions persistantes de la COVID-19 et des perturbations de la chaîne d'approvisionnement découlant de ces facteurs. Nous suivons de près l'évolution de la conjoncture macroéconomique et géopolitique afin d'évaluer les répercussions potentielles sur nos secteurs d'activité. Étant donné la grande incertitude suscitée par ces circonstances, certaines estimations et certains jugements formulés par la direction sont plus susceptibles de varier et pourraient changer de façon importante dans l'avenir.

Renseignements supplémentaires

Base de présentation

Contrôles et procédures de communication de l'information

Après avoir évalué l'efficacité de nos contrôles et procédures de communication de l'information (au sens où l'entendent les lois sur les valeurs mobilières pertinentes des États-Unis et du Canada) en date de la fin de la période considérée dans le présent rapport de gestion, notre chef de la direction et notre chef de la direction financière ont conclu que nos contrôles et procédures de communication de l'information étaient efficaces et permettaient de garantir que tous les renseignements que nous devons fournir dans les rapports que nous déposons ou transmettons en vertu de la loi intitulée *Securities Exchange Act* des États-Unis et des lois sur les valeurs mobilières canadiennes pertinentes sont i) enregistrés, traités, condensés et présentés dans les délais prévus dans les règles et formulaires de la SEC et des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, et ii) recueillis, puis communiqués à notre direction, y compris au chef de la direction et au chef de la direction financière, afin que des décisions concernant la communication de l'information exigée puissent être prises en temps opportun.

Contrôle interne à l'égard de l'information financière

La direction est responsable de la mise en place et du maintien d'un contrôle interne adéquat à l'égard de l'information financière afin de fournir une assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été établis, aux fins de la publication de l'information financière, conformément aux IFRS.

Au premier trimestre de 2023, nous avons mis en application la plateforme OneStream aux fins de la présentation de l'information financière, de la planification et de l'établissement de prévisions. Parallèlement à ce changement, nous avons modifié certains processus et procédures qui font partie de nos contrôles internes à l'égard de l'information financière.

Sauf les faits susmentionnés, aucune modification n'a été apportée au contrôle interne à l'égard de l'information financière au premier trimestre de 2023 qui a eu ou dont on peut raisonnablement penser qu'elle aura une incidence importante sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière.

Capital-actions

Au 1^{er} mai 2023, 470 972 647 actions ordinaires, 6 000 000 d'actions privilégiées de série II, 1 456 971 options sur actions et un total de 1 698 527 unités d'actions de négociation restreinte temporelles et unités d'actions de négociation liées au rendement étaient en circulation ou en cours. Nous avons en outre émis une action de fondateur de Thomson Reuters Founders Share Company, qui permet à cette société d'exercer un droit de vote extraordinaire visant à préserver les principes de confiance de Thomson Reuters.

Si elle est réalisée comme prévu, la clôture de l'opération proposée de remboursement de capital réduira le nombre d'actions ordinaires en circulation de manière proportionnelle à la distribution en trésorerie.

Dépôts de documents auprès des autorités compétentes et informations réglementaires

Le lecteur est invité à prendre connaissance d'autres renseignements sur notre société, notamment dans le rapport annuel 2022 (qui comprend l'information devant être présentée dans la notice annuelle) et d'autres documents d'information, rapports, états, etc., que nous déposons auprès des Autorités canadiennes en valeurs mobilières (sur le site de SEDAR, à l'adresse www.sedar.com) et auprès de la Securities and Exchange Commission (« SEC ») des États-Unis à l'adresse www.sec.gov.

Mise en garde concernant les facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur les résultats futurs

Certains énoncés formulés dans le présent rapport de gestion constituent des énoncés prospectifs, dont les énoncés ayant trait aux perspectives commerciales, les énoncés concernant l'intention de la société de cibler un ratio de distribution se situant entre 50 % et 60 % de ses flux de trésorerie disponibles, les énoncés concernant la croissance future attendue de nos secteurs ou activités axés sur le client, les énoncés concernant l'intention de la société de vendre une partie de ses actions dans LSEG et les paiements d'impôt connexes sur ces ventes, les attentes quant à notre situation de trésorerie et nos sources de financement, l'incidence de l'évolution de la législation fiscale canadienne, la réception d'avis supplémentaires de la HMRC en vertu du régime d'impôt sur les profits détournés ainsi que l'opération proposée de remboursement de capital, y compris l'interruption temporaire du RRD. Ces énoncés se caractérisent par l'emploi d'expressions comme « s'attendre à », « estimer », « croire », « cibler », « avoir l'intention », « prévoir », « projeter » et d'autres expressions analogues, ainsi que l'emploi du futur et du conditionnel. Bien que nous croyions que les énoncés prospectifs contenus dans le présent rapport de gestion reposent sur des fondements raisonnables, ils ne sont pas garants du rendement ou des résultats futurs, et rien ne garantit que tout autre événement décrit dans les énoncés prospectifs se concrétisera. Ces énoncés prospectifs sont assujettis à un certain nombre de risques, d'incertitudes et d'hypothèses pouvant entraîner un écart significatif entre les résultats ou les événements réels et les attentes actuelles. Nombre de ces risques, incertitudes et hypothèses sont indépendants de la volonté de la société, et il peut être difficile d'en prédire les effets. En particulier, la pleine mesure des répercussions du contexte macroéconomique et géopolitique sur les activités et les résultats financiers de la société sera tributaire d'une multitude de facteurs en constante évolution que nous ne pouvons pas nécessairement prévoir avec exactitude.

Certains résultats ou événements réels pourraient différer sensiblement des attentes actuelles énoncées précédemment à la rubrique « Perspectives ». D'autres facteurs sont exposés à la rubrique « Facteurs de risque » de notre rapport annuel 2022 et dans des documents que nous déposons de temps à autre auprès des Autorités canadiennes en valeurs mobilières ou de la Securities and Exchange Commission des États-Unis, ou que nous leur fournissons. Bon nombre de ces risques sont, et pourraient être, exacerbés par toute dégradation du contexte géopolitique, commercial et économique à l'échelle mondiale. Rien ne garantit que les énoncés prospectifs se concrétiseront.

Les perspectives commerciales de la société sont fondées sur les renseignements dont elle dispose à l'heure actuelle et sur diverses hypothèses internes et externes formulées par la direction à la lumière de son expérience et de sa perception des tendances antérieures, de la situation actuelle et des faits attendus dans l'avenir, de même que sur d'autres facteurs que la direction juge pertinents dans les circonstances.

Les perspectives commerciales de la société ont pour but de fournir de l'information au sujet des prévisions actuelles pour les périodes présentées. Elles peuvent ne pas convenir à d'autres fins. Le lecteur ne doit pas se fier indûment aux énoncés prospectifs, qui ne visent qu'à exprimer les attentes à la date du présent rapport de gestion. Sauf dans la mesure exigée par les lois applicables, Thomson Reuters décline toute responsabilité de mettre à jour ou de modifier des énoncés prospectifs.

Annexe A

Mesures financières non conformes aux IFRS

Nous utilisons des mesures financières non conformes aux IFRS, notamment des ratios qui tiennent compte d'une ou de plusieurs mesures financières non conformes aux IFRS, à titre d'indicateurs supplémentaires de notre performance d'exploitation et de notre situation financière, de même qu'à des fins de planification interne et dans le cadre de nos programmes de rémunération incitative de la direction et de l'établissement de nos perspectives commerciales. Ces mesures n'ont pas de signification normalisée prescrite par les IFRS et, par conséquent, il est peu probable que leur calcul soit comparable au calcul de mesures semblables utilisées par d'autres sociétés.

Au 30 septembre 2022, nous avons modifié notre définition du BAIIA ajusté et du résultat ajusté afin d'exclure l'incidence de l'obligation d'évaluer à la juste valeur les produits différés acquis. Selon les règles des IFRS, lors de l'acquisition d'une entreprise, un acheteur ne peut pas comptabiliser dans son état du résultat net post-acquisition le montant intégral des produits différés initialement comptabilisés par le vendeur. Cette exigence crée des distorsions dans la comparabilité d'une période à l'autre. Nous croyons que les changements apportés à nos mesures élimineront ces distorsions. Les montants de la période correspondante de l'exercice précédent, soit le premier trimestre de 2022, n'ont pas été révisés puisque l'incidence était négligeable.

Dans le tableau qui suit, nous décrivons les mesures financières non conformes aux IFRS que nous utilisons et expliquons pourquoi, à notre avis, ces mesures sont utiles à l'évaluation de notre performance. Des rapprochements avec les mesures des IFRS les plus directement comparables sont présentés à l'annexe B et à la rubrique « Situation de trésorerie et sources de financement » du présent rapport de gestion.

Notre définition	Motifs de son utilisation et utilité pour les investisseurs	Mesure financière conforme aux IFRS la plus directement comparable
BAIIA ajusté et marge connexe		
Cette mesure représente le bénéfice ou la perte lié aux activités poursuivies avant l'incidence de la charge ou du produit d'impôt, du montant net de la charge d'intérêts, des autres charges financières ou produits financiers, de la dotation aux amortissements des immobilisations corporelles, des logiciels et des autres immobilisations incorporelles identifiables, de notre quote-part du bénéfice ou de la perte après impôt des placements comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence, des autres profits et pertes d'exploitation, de certaines pertes de valeur d'actifs et des ajustements de juste valeur, y compris ceux liés aux produits différés acquis. La marge connexe correspond au BAIIA ajusté exprimé en pourcentage des produits des activités ordinaires. Pour les besoins de ce calcul, les produits des activités ordinaires ne tiennent pas compte des ajustements de juste valeur liés aux produits différés acquis.	Fournit une base d'évaluation cohérente de la rentabilité d'exploitation et des tendances de performance en excluant les éléments que nous ne considérons pas comme des activités contrôlables aux fins de cette évaluation. Représente également une mesure fréquemment présentée et utilisée par les investisseurs comme paramètre d'évaluation, qui permet aussi d'évaluer notre capacité de contracter des dettes et d'en assurer le service.	Bénéfice lié aux activités poursuivies
BAIIA ajusté diminué des dépenses d'investissement à payer et marge connexe		
Cette mesure représente le BAIIA ajusté diminué des dépenses d'investissement à payer, où les dépenses d'investissement à payer comprennent les montants non réglés à la date de clôture. La marge connexe correspond au BAIIA ajusté diminué des dépenses d'investissement à payer exprimées en pourcentage des produits des activités ordinaires. Pour les besoins de ce calcul, les produits des activités ordinaires ne tiennent pas compte des ajustements de juste valeur liés aux produits différés acquis.	Fournit, en une seule mesure, une base d'évaluation de la rentabilité d'exploitation et de l'intensité de capital. Cette mesure tient compte des investissements, que ceux-ci soient passés en charges ou incorporés à l'actif, et représente la base sur laquelle la direction évalue les dépenses d'investissement.	Bénéfice lié aux activités poursuivies

Notre définition	Motifs de son utilisation et utilité pour les investisseurs	Mesure financière conforme aux IFRS la plus directement comparable
Dépenses d'investissement à payer exprimées en pourcentage des produits des activités ordinaires		
Cette mesure représente les dépenses d'investissement à payer exprimées en pourcentage des produits des activités ordinaires. Pour les besoins de ce calcul, les produits des activités ordinaires ne tiennent pas compte des ajustements de juste valeur liés aux produits différés acquis. En 2023, cette mesure exclut des dépenses d'investissement de 30 M\$ liées à des biens immobiliers.	Représentent la base sur laquelle nous gérons les dépenses d'investissements aux fins de notre budgétisation interne.	Dépenses d'investissement
Résultat ajusté et résultat ajusté par action		
Bénéfice ou perte net y compris les dividendes déclarés sur les actions privilégiées, mais exclusion faite de l'incidence après impôt des ajustements de juste valeur (y compris ceux liés aux produits différés acquis), de la dotation aux amortissements des autres immobilisations incorporelles identifiables, des autres profits et pertes d'exploitation, de certaines pertes de valeur des actifs, des autres charges financières ou produits financiers, de notre quote-part du bénéfice ou de la perte après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence, des activités abandonnées et des autres éléments ayant une incidence sur la comparabilité. Le montant après impôt de chaque élément est exclu du calcul du résultat ajusté en fonction des règles fiscales et des taux d'imposition appropriés à la nature et au territoire de chaque élément. Le résultat ajusté par action est calculé à partir du résultat ajusté au moyen du nombre moyen pondéré d'actions servant au calcul du résultat dilué par action et ne représente pas le bénéfice ou la perte par action attribuable aux actionnaires.	Procurent une base plus comparable pour l'analyse du résultat. Ces mesures sont utilisées couramment par les actionnaires pour l'évaluation de la performance.	Bénéfice net et résultat dilué par action
Taux d'impôt effectif sur le résultat ajusté		
Charge d'impôt ajustée divisée par le résultat ajusté avant impôt. La charge d'impôt ajustée est calculée comme (le produit) la charge d'impôt augmenté ou diminué de l'incidence fiscale de tous les éléments ayant une incidence sur le résultat ajusté (ainsi qu'il est décrit ci-dessus) et des autres éléments fiscaux ayant une incidence sur la comparabilité. Pour les périodes intermédiaires, nous apportons aussi un ajustement visant à refléter l'impôt en fonction du taux effectif estimé pour l'exercice dans son ensemble. Le bénéfice ou la perte conforme aux IFRS pour les périodes intermédiaires reflète l'impôt établi au taux d'impôt effectif estimé de chacun des territoires où nous exerçons nos activités. L'ajustement non conforme aux IFRS permet de répartir l'impôt estimé pour l'exercice dans son ensemble entre les périodes intermédiaires, mais il n'a pas d'effet sur le montant de la charge d'impôt de l'exercice.	Procure une base permettant l'analyse du taux d'impôt effectif associé au résultat ajusté. Parce que la répartition géographique du résultat avant impôt des périodes intermédiaires peut différer de celle pour l'exercice complet, notre taux d'impôt effectif calculé conformément aux IFRS par trimestre peut être plus volatil. Nous estimons donc que l'utilisation du taux d'impôt effectif annualisé prévu accroît la comparabilité des résultats des périodes intermédiaires.	Charge d'impôt

Notre définition	Motifs de son utilisation et utilité pour les investisseurs	Mesure financière conforme aux IFRS la plus directement comparable
Dettes nettes et ratio d'endettement correspondant à la dette nette divisée par le BAIIA ajusté		
Dettes nettes : Dettes totales (compte non tenu des coûts de transactions non amortis, des surcotes ou décotes connexes) plus la composante change de la juste valeur des instruments de couverture connexes et les obligations locatives, moins la trésorerie et les équivalents de trésorerie.	Procure une mesure couramment utilisée pour évaluer le niveau d'endettement de la société. Étant donné que nous couvrons une partie de notre dette pour réduire le risque, nous tenons compte des instruments de couverture puisque nous estimons qu'ils permettent de mieux mesurer l'ensemble des obligations rattachées à notre dette en cours. Cependant, comme nous prévoyons généralement conserver la dette et les instruments de couverture qui s'y rattachent jusqu'à l'échéance, nous ne tenons pas compte de la composante intérêts de la juste valeur des instruments de couverture dans nos calculs. Nous retranchons la trésorerie et les équivalents de trésorerie du montant brut de la dette.	Total de la dette (dette courante plus dette à long terme)
Dettes nettes sur le BAIIA ajusté : La dette nette est divisée par le BAIIA ajusté pour la période de douze mois précédente se terminant avec le trimestre à l'étude.	Procure une mesure couramment utilisée de la capacité d'une société à rembourser sa dette. Notre mesure non conforme aux IFRS est en phase avec le calcul de notre cible interne et est plus prudente que le ratio maximal permis aux termes des clauses restrictives de notre facilité de crédit.	Pour le BAIIA ajusté, voir la définition précédente pour connaître la mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable.
Flux de trésorerie disponibles		
Entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation, produit des cessions d'immobilisations corporelles et autres activités d'investissement, diminués des dépenses d'investissement, des paiements au titre du capital des contrats de location et des dividendes versés sur nos actions privilégiées.	Facilitent l'évaluation de notre capacité à long terme de créer de la valeur pour nos actionnaires parce qu'il s'agit de la trésorerie disponible pour rembourser la dette, verser des dividendes sur les actions ordinaires et financer les rachats d'actions et les acquisitions.	Entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation
Variations avant effet du change ou « en devises constantes »		
Mesures applicables lorsque les variations sont présentées avant l'effet du change ou « en devises constantes ».	Améliorent la comparabilité des tendances qu'affichent les activités d'une période à l'autre.	Pour chaque mesure et ratio non conforme aux IFRS, voir les définitions précédentes pour connaître la mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable.
Mesures conformes aux IFRS : • Produits des activités ordinaires • Charges d'exploitation		
Mesures et ratios non conformes aux IFRS : • BAIIA ajusté et marge du BAIIA ajusté • Résultat ajusté par action		
Notre monnaie de présentation est le dollar américain. Toutefois, nous exerçons des activités dans des monnaies autres que le dollar américain. Nous évaluons notre performance avant l'effet du change (ou « en devises constantes »), c'est-à-dire que nous appliquons les mêmes cours de change aux montants de la période considérée et de la période comparable précédente. Pour calculer l'effet du change sur une période par rapport à une autre, nous convertissons les résultats libellés en monnaie locale de la période considérée et de la période correspondante de l'exercice précédent en nous servant du même cours de change.		

Notre définition	Motifs de son utilisation et utilité pour les investisseurs	Mesure financière conforme aux IFRS la plus directement comparable
Variations des produits des activités ordinaires calculées sur une base « interne »		
Mesure reflétant les variations des produits des activités ordinaires issus de nos activités actuelles en devises constantes. Elle exclut la distorsion liée aux acquisitions et aux cessions d'entreprises attribuable au fait que nous n'étions pas les propriétaires de l'entreprise au cours des deux périodes comparatives. - Nous calculons la croissance interne liée aux acquisitions comme si nous avions détenu l'entreprise acquise au cours des deux périodes. Nous comparons les produits des activités ordinaires de l'entreprise acquise pour la période au cours de laquelle nous détenions cette entreprise avec les produits des activités ordinaires de cette entreprise pour la période correspondante de l'exercice précédent au cours de laquelle elle n'était pas détenue par la société. - Nous calculons la croissance interne liée aux cessions comme si nous n'avions pas détenu l'entreprise au cours des deux périodes. Nous ne tenons pas compte des produits des activités ordinaires de l'entreprise cédée à compter de la cession ni des produits des activités ordinaires de la période correspondante de l'exercice précédant la vente.	Permettent une meilleure analyse du rendement de nos entreprises existantes en éliminant la distorsion et fournissent une mesure plus précise de notre capacité de faire croître nos activités à long terme.	Produits des activités ordinaires
3 grands secteurs		
Nos secteurs regroupés Professionnels du droit, Grandes sociétés, et Fiscalité et comptabilité. Toutes les mesures présentées pour les 3 grands secteurs sont des mesures financières non conformes aux IFRS.	L'information sur les 3 grands secteurs comprend environ 80 % des produits des activités ordinaires et représente l'essentiel de nos services d'information pour entreprises.	Produits des activités ordinaires Bénéfice lié aux activités poursuivies

Annexe B

La présente annexe fournit des rapprochements de certaines mesures financières non conformes aux IFRS et des mesures conformes aux IFRS les plus directement comparables qui ne sont pas présentés ailleurs dans le présent rapport de gestion pour les trimestres clos les 31 mars 2023 et 2022 et l'exercice clos le 31 décembre 2022.

Arrondissement

Hormis le résultat par action, nous présentons nos résultats en millions de dollars américains, mais nous calculons les variations en pourcentage et les marges au dollar près pour plus de précision. En conséquence, les pourcentages et les marges calculés à partir des montants comptabilisés pourraient différer de ceux qui sont présentés, et certains totaux pourraient ne pas être exacts en raison de l'arrondissement des chiffres.

Rapprochement du bénéfice lié aux activités poursuivies, du BAIIA ajusté et du BAIIA ajusté diminué des dépenses d'investissement à payer

	Trimestres clos les 31 mars		Exercice clos le 31 décembre
(en millions de dollars américains, sauf les marges)	2023	2022	2022
Bénéfice lié aux activités poursuivies	737	1 018	1 391
Ajustements en vue d'éliminer ce qui suit :			
Charge d'impôt	196	240	259
Autres charges (produits) financiers	90	(94)	(444)
Charge d'intérêts, montant net	55	48	196
Dotation aux amortissements des autres immobilisations incorporelles identifiées	25	26	99
Dotation aux amortissements des logiciels	118	114	485
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles	30	38	140
BAIIA	1 251	1 390	2 126
Ajustements en vue d'éliminer ce qui suit :			
Quote-part (du bénéfice) de la perte après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	(570)	(798)	432
Autres (profits) pertes d'exploitation, montant net	(17)	1	(211)
Ajustements de juste valeur ¹⁾	13	7	(18)
BAIIA ajusté	677	600	2 329
Déduire : dépenses d'investissement à payer	(121)	(122)	(545)
BAIIA ajusté diminué des dépenses d'investissement à payer	556	478	1 784
Marge du BAIIA ajusté	38,8 %	35,8 %	35,1 %
Marge du BAIIA ajusté diminué des dépenses d'investissement	31,8 %	28,6 %	26,9 %

1) Les ajustements de juste valeur représentent essentiellement les profits et pertes sur les soldes intragroupe survenant dans le cours normal des activités attribuables aux variations des cours de change, qui sont des composantes des charges d'exploitation, ainsi que les ajustements liés aux produits différés acquis.

Rapprochement des dépenses d'investissement et des dépenses d'investissement à payer

	Trimestres clos les 31 mars		Exercice clos le 31 décembre
(en millions de dollars américains)	2023	2022	2022
Dépenses d'investissement	140	171	595
Déduire : ajustement conforme aux IFRS de la comptabilité de trésorerie	(19)	(49)	(50)
Dépenses d'investissement à payer	121	122	545
Dépenses d'investissement à payer exprimées en pourcentage des produits des activités ordinaires	s. o.	s. o.	8,2 %

Rapprochement du bénéfice net, du résultat ajusté et du résultat ajusté par action

	Trimestres clos les 31 mars		Exercice clos le 31 décembre
(en millions de dollars américains, sauf les montants par action et les données sur les actions)	2023	2022	2022
Bénéfice net	756	1 007	1 338
Ajustements en vue d'éliminer ce qui suit :			
Ajustements de juste valeur ¹⁾	13	7	(18)
Dotation aux amortissements des autres immobilisations incorporelles identifiables	25	26	99
Autres (profits) pertes d'exploitation, montant net	(17)	1	(211)
Autres charges (produits) financiers	90	(94)	(444)
Quote-part (du bénéfice) de la perte après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	(570)	(798)	432
Impôt sur les éléments ci-dessus ²⁾	112	206	(22)
Éléments fiscaux ayant une incidence sur la comparabilité ²⁾	-	(44)	15
(Bénéfice) perte lié aux activités abandonnées, déduction faite de l'impôt	(19)	11	53
Normalisation du taux d'impôt effectif des périodes intermédiaires²⁾	2	1	-
Dividendes déclarés sur les actions privilégiées	(1)	(1)	(3)
Résultat ajusté	391	322	1 239
Résultat ajusté par action	0,82 \$	0,66 \$	s. o.
Nombre moyen pondéré dilué d'actions ordinaires (en millions)	474,2	487,5	s. o.

1) Les ajustements de juste valeur représentent essentiellement les profits et pertes sur les soldes intragroupe survenant dans le cours normal des activités attribuables aux variations des cours de change, qui sont des composantes des charges d'exploitation, ainsi que les ajustements liés aux produits différés acquis.

2) Pour les trimestres clos les 31 mars 2023 et 2022, se reporter à la rubrique « Résultats d'exploitation – Charge d'impôt » du présent rapport de gestion pour de plus amples renseignements.

Rapprochement du taux d'impôt effectif pour l'exercice et du bénéfice ajusté

	Exercice clos le 31 décembre
(en millions de dollars américains, sauf les pourcentages)	2022
Résultat ajusté	1 239
Ajouter : dividendes déclarés sur les actions privilégiées	3
Ajouter : charge d'impôt sur le résultat ajusté	266
Résultat ajusté avant impôt	1 508
Charge d'impôt conforme aux IFRS	259
Déduire l'impôt au titre de ce qui suit :	
Dotation aux amortissements des autres immobilisations incorporelles identifiables	22
Quote-part de la perte après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	124
Autres produits financiers	(80)
Autres profits d'exploitation, montant net	(42)
Autres éléments	(2)
Total partiel – déduire le produit d'impôt sur les éléments avant impôt déduits du résultat ajusté	22
Déduire : éléments fiscaux ayant une incidence sur la comparabilité	(15)
Total : déduire tous les éléments ayant une incidence sur la comparabilité	7
Charge d'impôt sur le résultat ajusté	266
Taux d'impôt effectif sur le résultat ajusté	17,6 %

Rapprochement des entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation et des flux de trésorerie disponibles

	Trimestres clos les 31 mars		Exercice clos le 31 décembre
(en millions de dollars américains)	2023	2022	2022
Entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation	267	275	1 915
Dépenses d'investissement	(140)	(171)	(595)
Autres activités d'investissement	23	-	88
Paiements au titre du capital des contrats de location	(16)	(17)	(65)
Dividendes versés sur les actions privilégiées	(1)	(1)	(3)
Flux de trésorerie disponibles	133	86	1 340

Rapprochement des variations des produits des activités ordinaires et des variations des produits des activités ordinaires, compte non tenu de l'effet du change (en devises constantes) ainsi que des acquisitions et cessions (croissance interne)

	Trimestres clos les 31 mars						
	Variation						
(en millions de dollars américains)	2023	2022	Total	Effet du change	Total partiel en devises constantes	Acquisitions (cessions)	Croissance interne
<u>Produits des activités ordinaires</u>							
Professionnels du droit	714	698	2 %	(1) %	4 %	(2) %	5 %
Grandes sociétés	435	411	6 %	(1) %	7 %	(1) %	8 %
Fiscalité et comptabilité	282	253	11 %	(1) %	13 %	2 %	11 %
3 grands secteurs pris collectivement	1 431	1 362	5 %	(1) %	6 %	(1) %	7 %
Reuters News	175	176	-	(1) %	1 %	-	1 %
Publications mondiales	138	142	(3) %	(2) %	(1) %	(2) %	-
Éliminations/arrondissement	(6)	(6)					
Total des produits des activités ordinaires	1 738	1 674	4 %	(1) %	5 %	(1) %	6 %
<u>Produits récurrents</u>							
Professionnels du droit	672	653	3 %	(1) %	4 %	(2) %	6 %
Grandes sociétés	329	316	4 %	-	5 %	(3) %	7 %
Fiscalité et comptabilité	176	182	(3) %	(1) %	(2) %	(8) %	6 %
3 grands secteurs pris collectivement	1 177	1 151	2 %	(1) %	3 %	(3) %	6 %
Reuters News	155	155	-	(2) %	2 %	-	1 %
Éliminations/arrondissement	(6)	(6)					
Total des produits récurrents	1 326	1 300	2 %	(1) %	3 %	(2) %	6 %
<u>Produits tirés des transactions</u>							
Professionnels du droit	42	45	(6) %	(1) %	(5) %	(4) %	(1) %
Grandes sociétés	106	95	11 %	(4) %	14 %	3 %	11 %
Fiscalité et comptabilité	106	71	49 %	(2) %	51 %	31 %	19 %
3 grands secteurs pris collectivement	254	211	20 %	(2) %	22 %	10 %	12 %
Reuters News	20	21	(1) %	2 %	(3) %	-	(3) %
Total des produits tirés des transactions	274	232	18 %	(2) %	20 %	9 %	11 %

Exercices clos les 31 décembre							
(en millions de dollars américains)	Variation						
	2022	2021	Total	Effet du change	Total partiel en devises constantes	Acquisitions (cessions)	Croissance interne
Produits des activités ordinaires							
Professionnels du droit	2 803	2 712	3 %	(2) %	5 %	(1) %	6 %
Grandes sociétés	1 536	1 440	7 %	(1) %	8 %	-	8 %
Fiscalité et comptabilité	986	915	8 %	(1) %	8 %	(1) %	9 %
3 grands secteurs pris collectivement	5 325	5 067	5 %	(1) %	6 %	(1) %	7 %
Reuters News	733	694	6 %	(3) %	9 %	-	9 %
Publications mondiales	592	609	(3) %	(2) %	(1) %	-	(1) %
Éliminations/arrondissement	(23)	(22)					
Total des produits des activités ordinaires	6 627	6 348	4 %	(2) %	6 %	-	6 %

Rapprochement des variations du BAIIA ajusté et de la marge connexe, des charges d'exploitation consolidées et du résultat ajusté par action consolidé, compte non tenu de l'effet du change

Trimestres clos les 31 mars						
(en millions de dollars américains, sauf les montants par action et les marges)	Variation					
	2023	2022	Total	Effet du change	En devises constantes	
BAIIA ajusté						
Professionnels du droit	318	305	4 %	-	4 %	
Grandes sociétés	154	157	(2) %	(1) %	(1) %	
Fiscalité et comptabilité	149	122	22 %	-	22 %	
3 grands secteurs pris collectivement	621	584	6 %	-	7 %	
Reuters News	29	37	(21) %	8 %	(29) %	
Publications mondiales	50	53	(4) %	(2) %	(3) %	
Charges liées au siège social	(23)	(74)	s. o.	s. o.	s. o.	
BAIIA ajusté	677	600	13 %	-	13 %	
Marge du BAIIA ajusté						
Professionnels du droit	44,6 %	43,7 %	90 pb	70 pb	20 pb	
Grandes sociétés	35,1 %	38,1 %	(300) pb	-	(300) pb	
Fiscalité et comptabilité	51,4 %	48,3 %	310 pb	40 pb	270 pb	
3 grands secteurs pris collectivement	43,1 %	42,9 %	20 pb	40 pb	(20) pb	
Reuters News	16,6 %	21,0 %	(440) pb	230 pb	(670) pb	
Publications mondiales	36,5 %	37,0 %	(50) pb	-	(50) pb	
Marge du BAIIA ajusté	38,8 %	35,8 %	300 pb	70 pb	230 pb	
Charges d'exploitation	1 074	1 081	(1) %	(3) %	2 %	
Résultat ajusté par action	0,82 \$	0,66 \$	24 %	-	24 %	

Rapprochement de la marge du BAIIA ajusté

Pour calculer la marge du BAIIA ajusté sectorielle et consolidée, nous excluons les ajustements de juste valeur liés aux produits différés acquis de nos produits des activités ordinaires comptabilisés selon les IFRS. Le tableau ci-après présente un rapprochement des produits des activités ordinaires comptabilisés selon les IFRS et des produits utilisés pour le calcul de la marge du BAIIA ajusté, qui exclut les ajustements de juste valeur liés aux produits différés acquis.

Trimestre clos le 31 mars 2023					
(en millions de dollars américains, sauf les marges)	Produits des activités ordinaires comptabilisés selon les IFRS	Moins les ajustements de juste valeur liés aux produits différés acquis	Produits des activités ordinaires, compte non tenu des ajustements de juste valeur liés aux produits différés acquis	BAIIA ajusté	Marge du BAIIA ajusté
Produits des activités ordinaires					
Professionnels du droit	714	-	714	318	44,6 %
Grandes sociétés	435	2	437	154	35,1 %
Fiscalité et comptabilité	282	7	289	149	51,4 %
3 grands secteurs pris collectivement	1 431	9	1 440	621	43,1 %
Reuters News	175	-	175	29	16,6 %
Publications mondiales	138	-	138	50	36,5 %
Éliminations/arrondissement	(6)	-	(6)	-	s. o.
Charges liées au siège social	-	-	-	(23)	s. o.
Totaux consolidés	1 738	9	1 747	677	38,8 %

Les pourcentages de croissance et les marges sont calculés au dollar près. En outre, les marges sont calculées à l'aide des produits des activités ordinaires, compte non tenu des ajustements de juste valeur liés aux produits différés acquis. En conséquence, les pourcentages et les marges calculés à partir des montants comptabilisés pourraient différer de ceux qui sont présentés, et certains totaux pourraient ne pas être exacts en raison de l'arrondissement des chiffres.

Rapprochement du BAIIA ajusté et de la marge connexe

Exercice clos le 31 décembre	
(en millions de dollars américains, sauf les marges)	2022
BAIIA ajusté	
Professionnels du droit	1 227
Grandes sociétés	578
Fiscalité et comptabilité	451
3 grands secteurs pris collectivement	2 256
Reuters News	154
Publications mondiales	212
Charges liées au siège social	(293)
BAIIA ajusté	2 329
Marge du BAIIA ajusté	
Professionnels du droit	43,8 %
Grandes sociétés	37,6 %
Fiscalité et comptabilité	45,8 %
3 grands secteurs pris collectivement	42,4 %
Reuters News	21,0 %
Publications mondiales	35,7 %
Marge du BAIIA ajusté	35,1 %

Annexe C

Données trimestrielles (non audité)

Le tableau qui suit présente un résumé de nos résultats d'exploitation consolidés pour les huit trimestres les plus récents.

	Trimestres clos les							
(en millions de dollars américains, sauf les montants par action)	31 mars 2023	31 déc. 2022	30 sept. 2022	30 juin 2022	31 mars 2022	31 déc. 2021	30 sept. 2021	30 juin 2021
Produits des activités ordinaires	1 738	1 765	1 574	1 614	1 674	1 710	1 526	1 532
Bénéfice d'exploitation	508	631	398	391	414	257	282	316
Bénéfice (perte) lié aux activités poursuivies	737	179	265	(71)	1 018	(177)	(241)	1 072
Bénéfice (perte) lié aux activités abandonnées, déduction faite de l'impôt	19	39	(37)	(44)	(11)	2	1	(4)
Bénéfice (perte) net	756	218	228	(115)	1 007	(175)	(240)	1 068
Bénéfice (perte) attribuable aux actionnaires ordinaires	756	218	228	(115)	1 007	(175)	(240)	1 068
Résultat de base par action								
Lié aux activités poursuivies	1,56 \$	0,37 \$	0,55 \$	(0,15) \$	2,09 \$	(0,36) \$	(0,49) \$	2,16 \$
Lié aux activités abandonnées	0,04	0,08	(0,08)	(0,09)	(0,02)	-	-	(0,01)
	1,60 \$	0,45 \$	0,47 \$	(0,24) \$	2,07 \$	(0,36) \$	(0,49) \$	2,15 \$
Résultat dilué par action								
Lié aux activités poursuivies	1,55 \$	0,37 \$	0,55 \$	(0,15) \$	2,09 \$	(0,36) \$	(0,49) \$	2,16 \$
Lié aux activités abandonnées	0,04	0,08	(0,08)	(0,09)	(0,03)	-	-	(0,01)
	1,59 \$	0,45 \$	0,47 \$	(0,24) \$	2,06 \$	(0,36) \$	(0,49) \$	2,15 \$

Produits des activités ordinaires – Nos produits des activités ordinaires sont habituellement peu touchés par le caractère saisonnier des activités puisque nous comptabilisons une part importante de nos produits des activités ordinaires de façon graduelle sur la durée des contrats. Néanmoins, nos produits des activités ordinaires d'un trimestre à l'autre peuvent être touchés par le lancement de certains produits liés à l'impôt, qui sont habituellement plus concentrés au quatrième trimestre et, dans une moindre mesure, au premier trimestre de l'exercice. Puisque nous exerçons la majeure partie de nos activités en dollars américains, les mouvements du change ont eu une incidence minime sur nos produits des activités ordinaires, sauf au troisième et au quatrième trimestre de 2022, où un raffermissement important du dollar américain a entraîné une légère baisse de nos produits des activités ordinaires. Les acquisitions et cessions n'ont pas eu d'influence significative sur nos produits des activités ordinaires au cours de la période de huit trimestres.

Bénéfice d'exploitation – Notre bénéfice d'exploitation est aussi habituellement peu touché par le caractère saisonnier, la majorité de nos charges d'exploitation étant fixes. En conséquence, lorsque nos produits des activités ordinaires s'accroissent, nous devenons généralement plus rentables et, inversement, lorsqu'ils diminuent, nous sommes généralement moins rentables. En 2022 et en 2021, le calendrier des coûts liés au programme de transformation et les avantages découlant de ce dernier ont influé sur le bénéfice d'exploitation. Le quatrième trimestre de 2022 inclut des profits découlant de la vente de certaines entreprises secondaires.

Bénéfice (perte) net – Notre bénéfice (perte) net a été considérablement influencé par notre participation dans LSEG. Les résultats du premier trimestre de 2023, du premier et du quatrième trimestre de 2022 et du deuxième trimestre de 2021 rendent compte de l'accroissement de la valeur de notre participation dans LSEG, tandis que ceux du deuxième trimestre de 2022 et du troisième et du quatrième trimestre de 2021 rendent compte de la diminution de la valeur de notre participation dans LSEG. Bien que le résultat net du troisième trimestre de 2022 reflète également une baisse importante de la valeur de notre participation dans LSEG, cette baisse est presque entièrement attribuable au raffermissement du dollar américain par rapport à la livre sterling, dont l'incidence a été atténuée par des profits sur les contrats de change liés à une partie de la participation, qui est libellée en livre sterling.

Annexe D

Information financière complémentaire sur les garants

Les tableaux de consolidation ci-après présentent l'information financière sommaire en lien avec la garantie intégrale et inconditionnelle accordée par Thomson Reuters Corporation et trois filiales américaines garantes, qui sont aussi des filiales en propriété exclusive indirecte consolidées de Thomson Reuters Corporation (appelées les « filiales garantes »), à l'égard de tout titre d'emprunt émis par TR Finance LLC aux termes d'un acte de fiducie qui sera conclu entre Thomson Reuters Corporation, TR Finance LLC, les filiales garantes, Société de fiducie Computershare du Canada et Deutsche Bank Trust Company Americas. TR Finance LLC est une filiale en propriété exclusive indirecte de Thomson Reuters Corporation et a été constituée aux seules fins d'émettre des titres d'emprunt. TR Finance LLC n'a aucun actif ou passif d'importance, aucune filiale et aucune activité commerciale qui lui est propre. La capacité de TR Finance LLC de payer des intérêts, des primes ou des charges d'exploitation ou d'honorer ses obligations dépendra du soutien financier de Thomson Reuters Corporation et des filiales garantes. Se reporter à la rubrique « Situation de trésorerie et sources de financement » du présent rapport de gestion pour obtenir plus d'informations à ce sujet.

Les tableaux de consolidation ci-après présentent l'information financière résumée pour les éléments suivants :

- la société mère – à savoir Thomson Reuters Corporation, propriétaire direct ou indirect de l'ensemble de ses filiales;
- la filiale émettrice – à savoir TR Finance LLC;
- les filiales garantes, prises collectivement;
- les filiales non garantes – à savoir les autres filiales de Thomson Reuters Corporation qui ne garantissent pas les titres d'emprunt de TR Finance LLC, prises collectivement;
- les éliminations – à savoir les ajustements de consolidation;
- Thomson Reuters, après consolidation.

Les filiales garantes mentionnées ci-dessus comprennent les filiales en propriété exclusive indirecte consolidées suivantes de Thomson Reuters Corporation :

- Thomson Reuters Applications Inc., qui exerce ses activités dans les secteurs Professionnels du droit, Fiscalité et comptabilité, et Grandes sociétés de la société;
- Thomson Reuters (Tax & Accounting) Inc., qui exerce ses activités dans les secteurs Fiscalité et comptabilité et Grandes sociétés de la société;
- West Publishing Corporation, qui exerce ses activités dans les secteurs Professionnels du droit, Grandes sociétés et Publications mondiales de la société.

Aux fins des tableaux de consolidation de l'information financière sommaire, Thomson Reuters Corporation comptabilise ses placements dans des filiales selon la méthode de la mise en équivalence. Lorsque les filiales sont membres d'un groupe consolidé aux fins des déclarations fiscales, Thomson Reuters Corporation répartit la charge d'impôt conformément à l'entente de partage d'impôt, notamment en appliquant la méthode du pourcentage, selon laquelle les membres du groupe consolidé sont remboursés pour les pertes qu'ils subissent, peu importe s'ils ont la possibilité d'utiliser ces pertes de manière distincte. Nous estimons que cette répartition constitue une façon systématique et rationnelle de répartir les soldes d'impôt. Les ajustements nécessaires pour consolider les résultats de la société mère, des filiales garantes et des filiales non garantes sont reflétés dans la colonne « Éliminations ».

Ce mode de présentation ne vise à présenter la situation financière de Thomson Reuters Corporation et ses résultats d'exploitation à nulle autre fin que pour se conformer aux exigences de communication de l'information sur les garants. Les données présentées doivent être lues conjointement avec nos états financiers consolidés intermédiaires pour le trimestre clos le 31 mars 2023, nos états financiers consolidés annuels de 2022, ainsi qu'avec notre rapport de gestion annuel de 2022, qui figure dans notre rapport annuel 2022.

Les tableaux de consolidation de l'information financière résumée ci-après sont fournis conformément aux exigences de l'article 13.4 du *Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue* qui porte sur les dispenses en faveur de certains émetteurs bénéficiant de soutien au crédit. Thomson Reuters Corporation a aussi choisi de fournir de l'information financière complémentaire conformément à l'article 13 de la Réglementation S-X, dans sa version adoptée par la SEC et qui figure dans le communiqué de la SEC n° 33-10762.

Les tableaux de consolidation de l'information financière sommaire ci-après ont été préparés conformément aux IFRS publiées par l'IASB et n'ont pas été audités.

ÉTAT DE CONSOLIDATION RÉSUMÉ DU RÉSULTAT NET

	Trimestre clos le 31 mars 2023					
(en millions de dollars américains)	Société mère	Filiale émettrice	Filiales garantes	Filiales non garantes	Éliminations	Données consolidées
ACTIVITÉS POURSUIVIES						
Produits des activités ordinaires	-	-	569	1 353	(184)	1 738
Charges d'exploitation	-	-	(433)	(825)	184	(1 074)
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles	-	-	(11)	(19)	-	(30)
Dotation aux amortissements des logiciels	-	-	(5)	(113)	-	(118)
Dotation aux amortissements des autres immobilisations incorporelles identifiables	-	-	(12)	(13)	-	(25)
Autres profits (pertes) d'exploitation, montant net	23	-	(4)	(2)	-	17
Bénéfice d'exploitation	23	-	104	381	-	508
(Charges) produits financiers, montant net						
Charge d'intérêts, montant net	(51)	-	(1)	(3)	-	(55)
Autres charges financières	(3)	-	-	(87)	-	(90)
Produit (charge) d'intérêts intragroupe, montant net	66	-	(12)	(54)	-	-
Résultat avant impôt et participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	35	-	91	237	-	363
Quote-part du bénéfice après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	-	-	-	570	-	570
Quote-part du bénéfice (de la perte) après impôt des filiales	721	-	(3)	68	(786)	-
Charge d'impôt	-	-	(23)	(173)	-	(196)
Bénéfice lié aux activités poursuivies	756	-	65	702	(786)	737
Bénéfice lié aux activités abandonnées, déduction faite de l'impôt	-	-	-	19	-	19
Bénéfice net	756	-	65	721	(786)	756
Bénéfice attribuable aux actionnaires ordinaires	756	-	65	721	(786)	756

ÉTAT DE CONSOLIDATION RÉSUMÉ DU RÉSULTAT NET

	Trimestre clos le 31 mars 2022					
(en millions de dollars américains)	Société mère	Filiale émettrice	Filiales garantes	Filiales non garantes	Éliminations	Données consolidées
ACTIVITÉS POURSUIVIES						
Produits des activités ordinaires	-	-	586	1 307	(219)	1 674
Charges d'exploitation	(3)	-	(445)	(852)	219	(1 081)
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles	-	-	(13)	(25)	-	(38)
Dotation aux amortissements des logiciels	-	-	(3)	(111)	-	(114)
Dotation aux amortissements des autres immobilisations incorporelles identifiables	-	-	(13)	(13)	-	(26)
Autres pertes d'exploitation, montant net	-	-	-	(1)	-	(1)
(Perte) bénéfice d'exploitation	(3)	-	112	305	-	414
(Charges) produits financiers, montant net						
Charge d'intérêts, montant net	(40)	-	-	(8)	-	(48)
Autres produits financiers	3	-	1	90	-	94
Produit (charge) d'intérêts intragroupe, montant net	28	-	(12)	(16)	-	-
(Perte) bénéfice avant impôt et participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	(12)	-	101	371	-	460
Quote-part du bénéfice après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	-	-	-	798	-	798
Quote-part du bénéfice après impôt des filiales	1 019	-	4	76	(1 099)	-
Charge d'impôt	-	-	(25)	(215)	-	(240)
Bénéfice lié aux activités poursuivies	1 007	-	80	1 030	(1 099)	1 018
Perte liée aux activités abandonnées, déduction faite de l'impôt	-	-	-	(11)	-	(11)
Bénéfice net	1 007	-	80	1 019	(1 099)	1 007
Bénéfice attribuable aux actionnaires ordinaires	1 007	-	80	1 019	(1 099)	1 007

ÉTAT DE CONSOLIDATION RÉSUMÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE

(en millions de dollars américains)	31 mars 2023					Données consolidées
	Société mère	Filiale émettrice	Filiales garantes	Filiales non garantes	Éliminations	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	24	-	44	1 622	-	1 690
Créances clients et autres créances d'exploitation	-	-	405	536	-	941
Créances d'exploitation intragroupe	3 714	-	595	4 193	(8 502)	-
Autres actifs financiers	-	-	5	79	-	84
Charges payées d'avance et autres actifs courants	-	-	223	235	-	458
Actifs courants compte non tenu des actifs détenus en vue de la vente	3 738	-	1 272	6 665	(8 502)	3 173
Actifs détenus en vue de la vente	-	-	193	22	-	215
Actifs courants	3 738	-	1 465	6 687	(8 502)	3 388
Immobilisations corporelles, montant net	-	-	150	251	-	401
Logiciels, montant net	-	-	26	912	-	938
Autres immobilisations incorporelles identifiables, montant net	-	-	1 055	2 178	-	3 233
Goodwill	-	-	3 799	2 465	-	6 264
Participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	-	-	-	4 572	-	4 572
Autres actifs financiers	61	-	10	444	-	515
Autres actifs non courants	-	-	110	522	-	632
Créances d'exploitation intragroupe	187	-	-	777	(964)	-
Placements dans des filiales	16 698	-	417	4 373	(21 488)	-
Actifs d'impôt différé	-	-	-	1 092	-	1 092
Total de l'actif	20 684	-	7 032	24 273	(30 954)	21 035
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES						
Passif						
Dette courante	1 299	-	-	-	-	1 299
Dettes d'exploitation, charges à payer et provisions	84	-	334	446	-	864
Passif d'impôt exigible	-	-	2	555	-	557
Produits différés	-	-	288	546	-	834
Dettes d'exploitation intragroupe	3 704	-	489	4 309	(8 502)	-
Autres passifs financiers	-	-	17	87	-	104
Passifs courants compte non tenu des passifs liés aux actifs détenus en vue de la vente	5 087	-	1 130	5 943	(8 502)	3 658
Passifs liés aux actifs détenus en vue de la vente	-	-	78	6	-	84
Passifs courants	5 087	-	1 208	5 949	(8 502)	3 742
Dette à long terme	3 116	-	-	-	-	3 116
Provisions et autres passifs non courants	2	-	4	702	-	708
Autres passifs financiers	-	-	29	205	-	234
Dettes d'exploitation intragroupe	-	-	778	186	(964)	-
Passifs d'impôt différé	-	-	223	533	-	756
Total du passif	8 205	-	2 242	7 575	(9 466)	8 556
Capitaux propres						
Total des capitaux propres	12 479	-	4 790	16 698	(21 488)	12 479
Total du passif et des capitaux propres	20 684	-	7 032	24 273	(30 954)	21 035

ÉTAT DE CONSOLIDATION RÉSUMÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE

	31 décembre 2022					
(en millions de dollars américains)	Société mère	Filiale émettrice	Filiales garantes	Filiales non garantes	Éliminations	Données consolidées
Trésorerie et équivalents de trésorerie	5	-	125	939	-	1 069
Créances clients et autres créances d'exploitation	-	-	458	611	-	1 069
Créances d'exploitation intragroupe	3 566	-	354	2 791	(6 711)	-
Autres actifs financiers	-	-	5	199	-	204
Charges payées d'avance et autres actifs courants	-	-	238	219	-	457
Actifs courants compte non tenu des actifs détenus en vue de la vente	3 571	-	1 180	4 759	(6 711)	2 799
Actifs détenus en vue de la vente	-	-	7	5	-	12
Actifs courants	3 571	-	1 187	4 764	(6 711)	2 811
Immobilisations corporelles, montant net	-	-	159	255	-	414
Logiciels, montant net	-	-	4	918	-	922
Autres immobilisations incorporelles identifiables, montant net	-	-	1 066	2 153	-	3 219
Goodwill	-	-	3 788	2 094	-	5 882
Participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	-	-	-	6 199	-	6 199
Autres actifs financiers	60	-	11	456	-	527
Autres actifs non courants	-	-	126	493	-	619
Créances d'exploitation intragroupe	190	-	-	778	(968)	-
Placements dans des filiales	15 979	-	64	4 145	(20 188)	-
Actifs d'impôt différé	-	-	-	1 118	-	1 118
Total de l'actif	19 800	-	6 405	23 373	(27 867)	21 711
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES						
Passif						
Dette courante	1 647	-	-	-	-	1 647
Dettes d'exploitation, charges à payer et provisions	48	-	381	779	-	1 208
Passif d'impôt exigible	-	-	2	322	-	324
Produits différés	-	-	341	545	-	886
Dettes d'exploitation intragroupe	2 385	-	406	3 920	(6 711)	-
Autres passifs financiers	718	-	18	76	-	812
Passifs courants compte non tenu des passifs liés aux actifs détenus en vue de la vente	4 798	-	1 148	5 642	(6 711)	4 877
Passifs liés aux actifs détenus en vue de la vente	-	-	14	-	-	14
Passifs courants	4 798	-	1 162	5 642	(6 711)	4 891
Dette à long terme	3 114	-	-	-	-	3 114
Provisions et autres passifs non courants	2	-	4	685	-	691
Autres passifs financiers	-	-	33	200	-	233
Dettes d'exploitation intragroupe	1	-	778	189	(968)	-
Passifs d'impôt différé	-	-	219	678	-	897
Total du passif	7 915	-	2 196	7 394	(7 679)	9 826
Capitaux propres						
Total des capitaux propres	11 885	-	4 209	15 979	(20 188)	11 885
Total du passif et des capitaux propres	19 800	-	6 405	23 373	(27 867)	21 711